Enabel

RAPPORT DES RESULTATS 2017

PROGRAMME D'APPUI A L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET A LA FORMATION PROFESSIONNELLE (ETFP) DANS LES PROVINCES DE LA MONGALA ET DU SUD UBANGI (EDU – MOSU)

Agence belge de développement

enabel.be

TABLE DES MATIÈRES

1 TABLE DES MATIÈRES 2
2 ACRONYMES 3
3 APERÇU DE L'INTERVENTION 4
3.1. Fiche d'intervention 4
3.2. Exécution budgétaire 5
3.3. Autoévaluation de la performance 5
3.3.1. Pertinence 5
3.3.2. Efficience 6
3.3.3. Efficacité 6
3.3.4. Durabilité potentielle 7
3.4. Conclusions 8
4 MONITORING DES RESULTATS 12
4.1. Évolution du contexte 12
4.1.1. Contexte général 12
4.1.2. Contexte institutionnel 12
4.1.3. Contexte de gestion : modalités d'exécution 13
4.1.1. Contexte HARMO 16
4.2. Performance de l'Outcome 17
4.2.1. Progrès des indicateurs 17
4.2.2. Analyse des progrès réalisés 17
4.2.3. Impact potentiel 19
4.3. Performance de l'Output 1 20
4.3.1. Progrès des indicateurs 20
4.3.2. État d'avancement des principales activités 21
1.1.1 Analyse des progrès réalisés 21
4.4. Performance de l'Output 2 24
4.4.1. Progrès des indicateurs 24
4.4.2. Etat d'avancement des principales activités ..... **Erreur ! Signet non défini.**
4.4.3. Analyse des progrès réalisés ..... **Erreur ! Signet non défini.**
4.5. Performance de l'output 3 24
4.5.1. Progrès des indicateurs 28
4.5.2. État d'avancement des principales activités ..... **Erreur ! Signet non défini.**
4.5.3. Analyse des progrès réalisés ..... **Erreur ! Signet non défini.**
4.6. Thèmes transversaux 31
4.6.1. Genre 32
4.6.2. Environnement 33
4.6.3. VIH/SIDA 33
4.7. Gestion des risques 35
5. Pilotage et apprentissage 36
5.1. Réorientations stratégiques 36
5.2. Recommandations 37
5.3. Enseignements tirés 37
6. Annexes 37
6.1. Critères de qualité 39
6.2. Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi 44
6.3. Cadre logique mis à jour 46
6.4. Aperçu des MoRe Results 50
6.5. Rapport « Budget versus Actuels (2017-12-31) » 51
6.6. Ressources en termes de communication 2

2. ACRONYMES

AGR	Activités Génératrices des Revenus
CAA	Compagnie Africaine d'Aviation
CAFPIK	Centre agro-forestier pilote de KABA
CDI	Centre de Développement Intégré
CdS	Convention de Subsides
CG	Contrôleur de Gestion
COEL	Comité d'élève
COPA	Comité des parents
CS	Convention Spécifique
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement
DTF	Dossier Technique et Financier
EDU-EQUA	Education en Equateur
EDU-MOSU	Education dans la MONGALA et le SUD-UBANGI
EPS-INC	Enseignement Primaire, Secondaire et Initiation à la Nouvelle Citoyenneté
EPSP	Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
ETFP	Enseignement Technique et Formation professionnelle
FPM	Fonds pour l'inclusion financière en RD Congo
HPP	ONG "Human people to people"
INPP	Institut National de Préparation Professionnelle
IPP	Inspection principale provinciale
LAF	Local Administrative and Financial Officer
M&E	Monitoring et évaluation
MDF	MDF training & consultancy organisme mondial de formation et de conseil
MEMISA	ONG médicale belge spécialisée dans les soins de santé primaire
MONOP	Monitoring Opérationnel
PARRSA	Projet de Réhabilitation et de la Relance du Secteur Agricole
PADP	Programme d'appui aux divisions provinciales de la santé et aux zones de santé
PEE	Programme d'études et expertise (CTB)
PLVS	Programme de lutte contre la violence sexuelle
PNEF	Programme National d'Education Financière
PRECOB	Programme de renforcement des capacités par l'octroi de bourse (CTB)
PROSEB	Projet de soutien à l'Education de Base
PROVED	Province Educationnelle
PTF	Partenaire technique et financier
RAF	Responsable Administratif & Financier
RH	Ressources Humaines
S-Divisions	Sous-Division
SECOPEP	Service de Contrôle et de la Paie provincial
SNV	Agence Néerlandaise de Développement
UCAG	Unité conjointe d'appui à la Gestion

3. APERÇU DE L'INTERVENTION

3.1. Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	PROGRAMME D'APPUI A L'ETFP DANS LES PROVINCES DE LA MONGALA ET DU SUD UBANGI (EDU-MOSU)
Code de l'intervention	RDC1217511
Localisation	GEMENA & LISALA
Budget total	10.000.000 Euros
Institution partenaire	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL (MIN EPSP)
Date de début de la CS	06 Novembre 2014
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	01 juillet 2015
Date prévue de fin d'exécution	30 juin 2020
Date de fin de la CS	05 Novembre 2021
Groupes cibles	• Les autorités provinciales en ETFP • Les Directions des établissements ciblés (y compris les Comités de Gestion, les Enseignants) • Le secteur privé et le monde associatif
Impact[1]	Dans les Provinces du SUD UBANGI et de la MONGALA, une offre de formation technique et professionnelle, tant formelle que non-formelle, répondant aux perspectives d'emploi et d'auto-emploi de la région, permet à un nombre croissant de jeunes, garçons et filles, de trouver de l'emploi ou de créer un emploi durable après avoir fini cette formation.
Outcome	Dans un cadre amélioré, institutionnel au niveau provincial et organisationnel, au niveau des établissements ETFP, les apprenants des filières appuyées dans les districts du SUD-UBANGI et de la MONGALA, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi/auto-emploi incluant des cours pratiques, des stages, de l'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle.
Outputs	**Résultat 1:** *Les autorités provinciales en ETFP assurent mieux leur rôle régalien vis-à-vis des établissements ciblés*
	Résultat 2: *Les directions d'un nombre restreint d'établissements ciblés gèrent leurs établissements pour offrir une formation de qualité pertinente pour un plus grand nombre d'apprenants en mettant l'accent sur les filles*
	Résultat 3: *Le secteur privé et le monde associatif jouent un rôle prépondérant quant à la pertinence de l'offre de l'ETFP répondant aux besoins d'emploi et d'auto-emploi dans la zone ciblée)*
Année couverte par le rapport	**2017**

[1] L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

3.2. Exécution budgétaire

Désignation	Budget (€)	Dépenses 2016	Dépenses 2017	Dépenses cum au 31/12/2017	Solde au 31/12/2017	Taux exécution à la fin 2017
Total	**10 000 000**	**1 662 973**	**1 820 064**	**3 483 037**	**6 516 963**	**35%**
Résultat 1	643 900	189 204	147 845	337 050	306 850	52%
Résultat 2	4 078 000	274 223	733 575	1 007 798	3 070 202	25%
Résultat 3	1 324 600	65 626	188 159	253 785	1 070 815	19%
Réserve budgétaire	250 500	250 500	-	-	250 500	0%
Moyens Généraux	3 703 000	1 153 125	728 763	1 881 888	1 821 112	51%

L'année 2017, est considérée par le programme comme une année de grandes réalisations, le taux d'exécution général est passé de 16 % à la fin de l'année 2016 à 35 % en fin 2017. Le plafond budgétaire (1.615.000 € contre 2.695.680 € prévus à la planification Q12017 soit 40 % d'activités 2017 élaguées) suite aux contraintes budgétaires, n'a pas permis au programme de réaliser pleinement sa planification. Les moyens généraux étant des charges fixes, le taux d'exécution représente bien la mi-parcours du programme (30 mois parcourus au 31/12/2017 et 30 mois restants).

3.3. Autoévaluation de la performance

3.3.1. Pertinence

	Performance
Pertinence	**A**

L'intervention est en cohérence avec les objectifs du plan intérimaire de l'éducation 2012-2014 plus précisément avec son sous-programme 2.5, renforcement de l'enseignement technique et professionnel précisant les orientations stratégiques. Ce programme reste également en cohérence avec la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016-2025 particulièrement avec les trois axes suivants:

(1) Promouvoir un système éducatif équitable, au service de la croissance et de l'emploi ;
(2) Créer les conditions d'un système éducatif de qualité ;
(3) instaurer une gouvernance transparente et efficace.

Le projet EDUMOSU s'aligne, sur les stratégies et procédures du secteur dans ses actions d'appui tout en visant les résultats à obtenir dans le cadre du projet.

Il s'adapte au contexte de fragilité et de l'approche basée sur les droits en accordant une attention particulière au renforcement des services de l'ETFP pour leur permettre de mieux jouer leur rôle de suivi, appui et contrôle. Deux Conventions de Subsides (CdS) mises en œuvre avec les deux Divisions provinciales de l'EPSP seront clôturées au mois de janvier 2018 avec probablement un renouvellement dans la province du SUD UBANGI suite à une évaluation participative positive. Le projet s'est penché aussi à améliorer la Gouvernance au niveau des Etablissements d'ETFP ciblés, en renforçant d'une part le dialogue entre les différents acteurs de la communauté éducative de l'établissement et la qualité de la formation d'autre part à travers le suivi administratif et pédagogique des différents organes de cogestion.

EDUMOSU soutient en outre, certains acteurs porteurs du changement dans le secteur privé informel afin de permettre une meilleure adéquation formation-emploi. Trois CdS[2] ont été conclues et mises en œuvre avec des représentants de corps de métiers spécialisés pour dispenser des formations pratiques de courte durée, organiser des stages et accompagner les sortants/lauréats dans leur insertion socioprofessionnelle.

3.3.2. Efficience

	Performance
Efficience	**B**

L'ouverture de l'Antenne de Lisala (Province de la MONGALA) au mois d'avril 2016 a permis au projet de mettre en œuvre aisément les activités et d'assure un suivi de proximité pour l'atteinte des résultats. Elle permettait ainsi de pallier au problème de l'éloignement du bureau de Gemena (Province du SUD UBANGI). Au mois d'Octobre 2017, l'Ambassade du Royaume de Belgique a notifié au Secrétaire Général ai. à la Coopération au Développement de la décision de l'adaptation du programme EDUMOSU suite à des contraintes budgétaires en Belgique. Plus particulièrement, il s'agit des activités de l'Antenne de Lisala dont la fermeture était annoncée dans un proche délai. Le programme EDUMOSU pourrait mener à leur terme toutes les activités engagées dans la Province de la MONGALA mais ne pourrait malheureusement pas en programmer de nouvelles.

Dans ce contexte, la planification annuelle des activités a subi plusieurs modifications dans le dernier trimestre de l'année 2017, en concentrant les activités du programme autour de la base de Gemena (SUD UBANGI). La plupart des résultats sont atteints en temps voulu selon les planifications opérationnelles trimestrielles et mensuelles en adoptant une stratégie de pro activité en vue de faire face aux procédures des marchés publics supérieurs à 20 000 & 25 000 euros (procédures FED et Belge).

3.3.3. Efficacité

	Performance
Efficacité	**B**

Les activités et les outputs sont cohérents avec l'outcome. Comme EDUMOSU se trouve dans une zone agricole à plus de 80 %[3] , une attention toute particulière est donnée aux filières adaptées à l'économie rurale (formation formelle, non-formelle et informelle) en cherchant à garantir l'inclusion des filles et une bonne insertion socioprofessionnelle des lauréats.

L'approche «bottom-up» a été soutenue dans le processus d'identification des besoins réels de chaque établissement en termes d'accessibilité de qualité des formations et de gouvernance et dans l'appui à l'insertion des 22 jeunes lauréats à travers l'élaboration et finalisation des 6 business plans.

[2] Conventions de Subsides avec les Forgerons à Gemena, avec le centre CAFPIK pour la transformation des produits agricoles et la CFFVM pour la fabrication des briques de qualité.
[3] Etude d'analyse de développement socio-économique (filières-emploi) dans la province du SUD-UBANGI en RDC en vue d'orienter le Programme EDU MOSU dans l'adéquation formation-emploi

En ce qui concerne les synergies et complémentarités avec d'autres programmes/projets d'Enabel, le Projet EDUMOSU a développé une très bonne synergie avec les projets PRECOB et PEE. La synergie avec le Projet PRECOB, qui avait une antenne à GEMENA, a aidé au renforcement des capacités et l'appui organisationnel des groupes-cibles du projet. Les activités du projet PRECOB, antenne de GEMENA ont pris fin à la mi-septembre 2017. Les activités planifiées ont été prises en charge par le projet EDO-MOSU du moins pour les aspects accompagnement.

Afin d'être plus efficace au niveau de l'employabilité des jeunes, le projet continue à accorder une attention soutenue au monde associatif et privé informel qui constituent un acteur-clé pour l'insertion socioprofessionnelle en attendant la reprise du secteur privé formel.

3.3.4. Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	**C**

L'ancrage principal du projet se trouve au Ministère en charge de l'Education au niveau des provinces, et au niveau des services techniques déconcentrés (PROVED et IPP) pour ce qui a trait au mandat opérationnel. C'est sous leur autorité, que le projet réalise ses activités au niveau des établissements ciblés ainsi que des communautés. L'appui aux autres Ministères concernés par l'ETFP au niveau provincial est réalisé en fonction de leur mandat et relations à différents niveaux et de leur prise en compte des thèmes transversaux, avec un accent sur le genre.

Cet ancrage permet une appropriation correcte par les parties prenantes. Des rencontres formelles/informelles entre le projet et ces services sont régulièrement organisées. De plus, dans un souci de durabilité, le projet recherche des alternatives, comme le soutien aux formations de courte durée au sein des professions ou le développement des AGR au niveau des établissements ciblés. Un accompagnement à la bonne gouvernance au niveau de ces différents partenaires/bénéficiaires est assuré par le projet.

Cependant, le contexte lié à la période de transition gouvernementale et la perspective des élections sont un sujet d'attention.

Aussi dans un contexte de grande fragilité le projet EDUMOSU a opté pour la mise en œuvre des activités avec les partenaires porteurs de changement ; cette approche est orientée vers le «faire avec» plutôt que le « faire faire ». Des Conventions de Subsides sont mises en œuvre par les deux divisions provinciales de l'Education (SUD-UBANGI et MONGALA) pour les renforcer dans leur rôle régalien de suivi, d'accompagnement, de formation et d'évaluation des établissements ciblés. Deux autres Conventions de Subsides ont été conclues et mises en œuvre par l'Institut Technique Agricole BONGISA (SUD UBANGI) et Institut Technique Agricole et Vétérinaire MONDONGO (MONGALA) pour l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves et à l'insertion socioprofessionnelle des lauréats, avec un accent particulier pour les filles en mettant en place des activités génératrices des revenus (AGR). De même, trois autres CdS sont conclues et mise en œuvre par les représentants du secteur privé informel qui sont des acteurs-clés du marché du travail de manière à établir un bon lien entre les formations et l'emploi.

L'approche « faire avec » impose des mesures de suivi et d'appui des partenaires plus importantes que dans le cas du « faire faire ». Elle prend en compte la gestion des risques identifiés lors du scan organisationnel.

La synergie existante entre PRECOB et EDUMOSU a permis de renforcer les capacités organisationnelles et techniques de ces partenaires et donc d'améliorer la durabilité des interventions.

Le projet a appuyé le fonctionnement des 2 Comités Provinciaux ETFP. Ces cadres de concertation permettent aux acteurs du système d'enseignement/ETFP (acteurs étatiques ou gouvernementaux, PTFs actifs dans la Province, Etablissements d'Enseignement technique et formation professionnelle, Secteur privé, monde associatif, communautés locales et associations des parents) d'être en interrelation constante. Ces échanges fructueux entre les différentes parties prenantes permettent l'échange des bonnes pratiques et le partage des leçons apprises.

3.4. Conclusions

Comme mentionné ci-haut, l'année 2017, était considérée par le programme comme une année de grandes réalisations, le taux d'exécution général est passé de 16 % à la fin de l'année 2016 à 35 % en fin 2017. Le plafond budgétaire (1.615.000 € contre 2.695.680 € prévus à la planification Q1 2017 soit 40 % d'activités 2017 élaguées) suite aux contraintes budgétaires n'a pas permis au programme de réaliser pleinement sa planification. Néanmoins ci-dessous quelques résultats atteints cette année :

- ✓ Les agents et fonctionnaires de la de la Direction Provinciale de l'Education (PROVED) MONGALA travaillent dans des bonnes conditions après la réhabilitation complète de leur bâtiment Administratif.
- ✓ 65 agents des Provinces éducationnelles de la MONGALA et du SUD UBANGI (dont les points focaux PROVED, les Inspecteurs chefs de pool, les Inspecteurs itinérants, les chefs d'établissement et certains enseignants) ont joué un rôle clé :
    - Appui au fonctionnement, rôles et responsabilités des comités de cogestion des ETFP (COPA, COEL, Comités des enseignants, …) pour la bonne gouvernance dans les établissements.
    - Renforcement de la didactique des disciplines en techniques agricoles et l'adéquation formation-emploi (avec l'appui du SERNAFOR).
    - Ils ont également bénéficié d'un recyclage en Informatique, « bureautique : formation de base en Word et Excel »
- ✓ Deux (2) ateliers de la **filière secrétariat administratif, branche informatiques** sont construites, équipées et fonctionnelles au CS VERBIST (GEMENA, SUD UBANGI) et Lycée MONZOTO MWA NTONGO (LISALA, MONGALA). Ces 2 établissements considérés comme des centres d'application ont bénéficié chacun de la part du projet, de 25 kits complets de machines informatiques, 1 grande imprimante, 1 groupe électrogène et des meubles. A côté de la formation formelle organisée par ces établissements, les formations informelles de courtes durées seront organisées au bénéfice des jeunes de ces nouvelles provinces et vont apporter à l'établissement des revenus supplémentaires (AGR).
- ✓ Dans le cadre de la digitalisation et de la modernisation, cinq (5) autres établissements techniques, dont 2 dans la MONGALA et 3 au SUD UBANGI, ont été

dotés en kits informatiques (2 Portables, 1 machine fixe, 1 imprimante avec cartouches et autres accessoires). Le marché des kits solaires est en cours. Ces établissements bénéficieront chacun d'un kit solaire comme source d'énergie économique et respectueux d'environnement.

- ✓ Des équipements et matériels de la **filière coupe et couture** ont été dotés dans 10 établissements ciblés, dont 3 dans la MONGALA et 7 dans le SUD UBANGI. Au total 340 Machines à coudre, des Machines combinées, des presse boutons, machine à broder et autres accessoires et consommables nécessaires pour faire fonctionner des ateliers de couture modernes au sein de ces établissements et permettre une insertion des lauréats avec le secteur privé dans un système de leasing des équipements à mettre en place. Ces ateliers vont générer des AGR pour les établissements bénéficiaires.
- ✓ 1.485 exemplaires des supports pédagogiques et 134 exemplaires des Curricula des **différentes filières techniques agricoles** ont été remis aux Instituts Techniques Agricoles (ITA) et aux centres de formation ciblés par le projet dans la MONGALA et le SUD UBANGI. La livraison d'équipements et matériels pour ces filières agricoles est attendue en mars 2018.
- ✓ Dans le cadre de l'appui à l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves et l'insertion socio professionnelle des lauréats, avec un accent particulier pour les filles à travers la mise en place des Activités Génératrices de Revenus (AGR), Deux (2) conventions de Subsides (pour une année) sont en cours de mise en œuvre au sein des ITAV MONDONGO (MONGALA) et BONGISA (SUD UBANGI).cette expérience pilote menées au départ dans 2 établissements sera étendue aux autres établissements des filières agricoles pour u passage à l'échelle. Des lauréats formés et inséré grâce à l'auto-emploi.
- ✓ **L'approche Chantier Ecole ou Pédagogique** va démarrer au centre de formation ELIKYA à travers la construction d'un dortoir pouvant accueillir 120 apprenants. La CdS a été préparé et sera soumise au comité CdS de la Représentation pour validation.
- ✓ La filière informelle de formation d'artisans Briquetiers est appuyée dans la MONGALA à travers la mise en œuvre de la CdS avec la Congrégation des Frères Franciscaines de la Vie de Marie. Une expertise nationale a été contactée afin de former des jeunes sur les techniques de fabrication des briques cuites de bonne qualité. Au total 25 jeunes briquetiers sont accueillis en formation.
- ✓ Un cadre de formation informelle et de stage professionnel des élèves des ITA ainsi que l'insertion socioprofessionnelle des jeunes filles vulnérable dans la filière fruits et légumes est amélioré à Lisala, Province de la MONGALA. Une CdS signée avec le Centre CAFPIK prend fin le 31 janvier 2018, les locaux pour la transformation et la vente ainsi qu'un hangar seront construites au centre. Les équipements de transformation commandés par le projet sont encours de livraison. Au total 15 jeunes filles vulnérables et 25 jeunes apprentis sont encadrés par l'asbl CAPFIK. En outre, cette asbl a accueilli 50 autres jeunes élèves des filières formelles agricoles pour les stages et travaux pratiques (année scolaire 2016 – 2017).

D'une manière générale, le projet est passé à la vitesse de croisière dans l'atteinte de ces résultats, les différentes approches stratégiques, les plans types pour la construction des salles de classe, des ateliers sont finalisés. Notons toutefois, à la fin de cette année, le projet avec l'appui de l'ATI insertion du projet EDUT de la TSHOPO a poursuivi les réflexions sur

l'appui à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes Lauréats/sortants des filières formelles et informelles appuyées par le projet. Un échantillon de 22 apprenants dont 8 de la filière Forge, 4 de la construction, 2 de la menuiserie et 8 de l'Agriculture ont été accompagné à travers l'identification des besoins, l'élaboration des microprojets et le business plans des projets sélectionnés. Une stratégie globale d'insertion socioprofessionnelle est en cours de finalisation et pourra bien guider le projet dans cette démarche d'insertion. Au moins les 6 business plan ou plans d'affaires élaborés seront financés par le projet au premier trimestre 2018.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Approche chantier-école type entreprise, une entreprise partenaire au projet EDUMOSU a contracté un groupe de 10 jeunes lauréats des filières bâtiments (dont 4 filles parmi eux) en vue de participer aux travaux de construction de la salle Informatique du CS Père Théophile VERBIST; parmi eux 8 jeunes lauréats en maçonnerie et 2 jeunes lauréats en menuiserie venus de 2 établissements ciblés par le projet EDUMOSU, ITP Labo et ITP BOKELEALE. Un accent a été mis sur leur formation pratique en vue de renforcer leurs compétences dans la mise en œuvre des ouvrages de construction.

Une lauréate en plein construction de l'atelier Informatique au CS Verbist, à Gemena

La revue à mi-parcours du projet était organisée ainsi que l'audit financier externe.

L'évaluation est intervenue bien avant la période à mi-parcours. Dans cette MTR l'attention était portée sur la pertinence et l'efficacité attendues du projet. 3 fonctions essentielles étaient retenues pour cette évaluation : un appui au pilotage, une contribution à l'apprentissage et la « redevabilité » au bailleur et aux partenaires. De plus, un examen particulier était porté au fait que le projet évolue dans un contexte particulièrement difficile (éloignement, isolement, économie affaiblie, extrême pauvreté des populations).

L'audit externe financier et de systèmes mené par la firme « Moore Stephens LLP » avait pour objectif principal d'exprimer une opinion sur les aspects de conformité, pertinence, exhaustivité, éligibilité, utilisation efficiente et qualité du rapport financier et le système de contrôle interne du programme « EDUMOSU ».

L'audit a couvert la période allant du 29 juin 2015 au 31 août 2017. Les états financiers donnent une image fidèle, dans tous ses aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le projet au cours de cette période, conformément aux conditions contractuelles applicables; et les fonds alloués au projet par l'Agence Belge de Développement ont, dans tous leurs aspects significatifs, été utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables. Un rapport final qui tient compte des commentaires de l'intervention est attendu au premier trimestre 2018.

Ce Premier trimestre sera aussi marqué par la fermeture de l'Antenne de Lisala, le redéploiement et/ou la réaffectation progressive du staff ainsi que l'adaptation du projet EDUMOSU.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
Papy Aymard BEMBIADE	**Annie LEFEVRE**

4. MONITORING DES RESULTATS[4]

4.1. Évolution du contexte

4.1.1. Contexte général

Les Exécutifs Provinciaux de la MONGALA et du SUD-UBANGI avec l'appui du Gouvernement Central se déploient dans la recherche des solutions pour le désenclavement de leurs provinces respectives qui vivent des échanges commerciaux avec la province du Nord-UBANGI, la province Orientale et les pays voisins notamment la République centrafricaine. A la MONGALA, les routes sont en réhabilitation avec les fonds propres du gouvernement Provincial, nous citons la route LISALA – BUSINGA en passant par BONSOMANZI et le tronçon BINGA – AKULA (réhabilitation des digues). Au SUD UBANGI, l'axe AKULA – GEMENA – ZONGO (frontière avec la RCA : Bangui) la route est réhabilitée grâce au Programme Route du Gouvernement Central avec le financement de la Banque Mondiale et est exécuté par une entreprise Chinoise. Une amélioration de la mobilité est très remarquable sur l'ensemble de la Province entrainant ainsi une évolution positive du contexte socioéconomique du SUD UBANGI.

Sur le plan politique, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a organisé les élections des Gouverneurs de ces provinces pour combler le vide laissé par les premiers Gouverneurs élus. Celui du SUD UBANGI a été nommé Vice-Premier Ministre et Ministre national des transports et communication et celui de la MONGALA était mis en accusation par une motion de défiance votée contre lui par l'Assemblé Provinciale.

Au niveau National, le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel, ETP n'était plus repris dans le nouveau Gouvernement d'union nationale issu des accords de la Saint Sylvestre signé le 31 décembre 2016. Le Ministère de l'Enseignement Primaire et secondaire a repris l'enseignement professionnel et est devenu MEPSP, alors qu'un autre Ministère de la Formation Professionnelle, Artisanat et Métiers a vu le jour dans ce nouveau Gouvernement. Vu cette instabilité institutionnelle, l'ancrage du projet est resté au niveau des services techniques déconcentrés de la Division provinciale de l'EPSP dans l'attente d'une orientation du COMPAR[5].

4.1.2. Contexte institutionnel

L'avènement des gouverneurs de province a permis aux nouvelles provinces de passer d'un mode de gestion déconcentré à un mode de gestion décentralisé avec un certain nombre de Ministères thématiques. Dans la zone d'intervention du projet (provinces de la MONGALA et du SUD UBANGI), la présence des Ministères Provinciaux en charge de l'éducation facilite son ancrage aussi bien au niveau des services déconcentrés que des services décentralisés.

Le Ministre provincial en charge de l'éducation assure la présidence du comité Provincial ETFP qui est un cadre de concertation et d'orientation mettant ensemble les différents acteurs clés du système de l'enseignement technique et professionnelle la province.

[4] L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté
[5] La convention spécifique du projet, spécifié l'encrage au niveau du Ministère national de l'EPSP

Comme souligné, ci-haut, le chevauchement entre les services déconcentrés des Ministères nationaux de Formation professionnelle, Artisanat et Métiers et celui de l'EPSP a impacté négativement à la réalisation des certaines activités.

4.1.3. Contexte de gestion : modalités d'exécution

L'ouverture de l'Antenne de Lisala (Province de la MONGALA) au mois d'avril 2016 a permis au projet de mettre en œuvre aisément les activités et un suivi de proximité pour l'atteinte des résultats. Elle permettait de pallier ainsi au problème de l'éloignement du bureau de Gemena (Province du SUD UBANGI). Au mois d'Octobre 2017, l'Ambassade du Royaume de Belgique a notifié au Secrétaire Général ai à la Coopération au Développement la décision de l'adaptation du programme EDUMOSU suite à des contraintes budgétaires en Belgique. Plus particulièrement les activités de l'Antenne de Lisala dont la fermeture était annoncée dans un proche délai. Le programme EDUMOSU pouvait mener à leur terme toutes les activités engagées dans la Province de la MONGALA mais ne pourrait malheureusement pas en programmer des nouvelles.

Le Premier trimestre 2018 sera alors marqué par la fermeture de cette Antenne, le redéploiement et/ou la réaffectation progressive du staff ainsi que l'adaptation du projet EDUMOSU.

En l'absence d'une coordination provinciale, le projet EDU-MOSU fait partie des projets qui sont supervisés par la Représentation de la CTB. Le système d'assurance qualité sur la mise en œuvre d'activités comprend deux sphères d'intervention : à l'initiative du projet (contrôle interne de la qualité des activités dans les différents axes d'intervention) et à l'initiative de la Représentation (suivi du bon fonctionnement du contrôle interne mis en place).

Suite à l'évaluation du mode de fonctionnement d'EDU-MOSU, un nouvel organigramme[6] a été présenté et validé lors de la 1ère SMCL du mois de Février 2016 (voir figure 1).Toutefois, avec la fermeture de l'Antenne de Lisala un autre organigramme sera proposé au début de l'année prochaine et pourra se présenter de la manière suivante (voir figure 2).

[6] Par rapport au DTF

Figure 1 : Organigramme avant la fermeture de l'Antenne de LISALA

Figure 2:organigramme après la fermeture de l'Antenne de LISALA

4.1.4. Contexte HARMO

L'harmonisation avec les différents PTF qui interviennent dans les provinces de la MONGALA et du SUD UBANGI devra se faire à travers le pilotage des autorités provinciales, mais pour l'instant ce cadre formel n'existe pas encore. Toutefois des contacts informels sont organisés entre les PTF du secteur qui interviennent dans notre zone d'intervention. Nous pouvons citer USAID, DFID, UNICEF, Vision mondiale,...

Une forte synergie était développée avec le Projet PRECOB qui avait installé son antenne à GEMENA en mai 2016 et fermé au mois de septembre 2017.

Le projet EDU-MOSU s'aligne, sur les stratégies et procédures du secteur de l'éducation du niveau national et des provinces dans ses actions d'appui tout en visant les résultats à obtenir dans le cadre du projet.

Toutes les actions d'EDU-MOSU s'inscrivent dans une gestion axée sur les résultats. Les CdS signées avec les différents partenaires utilisent aussi la même approche, ce qui pour certains partenaires constitue une nouveauté.

Le Projet a impliqué les autorités provinciales et les responsables des différents services déconcentrés dans toutes ses actions. Les activités de renforcement des capacités ont ciblé en particulier les partenaires. De plus les CdS sont un outil très important de responsabilisation mutuelle dans toutes les actions du projet et constituent en effet, l'opérationnalisation du partenariat avec les institutions et organisations locales.

Le projet a su relier les services décentralisés et déconcentrés au niveau des Provinces et cela a facilité l'appropriation et aussi la redynamisation des rôles régaliens des services déconcentrés auprès des établissements ETFP.

4.2. Performance de l'Outcome

4.2.1. Progrès des indicateurs[7]

Outcome : Dans un cadre amélioré, institutionnel au niveau provincial et organisationnel au niveau des établissements ETFP, les apprenants des filières appuyées dans les provinces de la MONGALA et du SUD-UBANGI, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi / auto-emploi incluant des cours pratiques, des stages, de l'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle					
Indicateurs	**Baseline**	**Valeur Année N-1**	**Valeur Année N**	**Cible Année N**	**Cible finale**
Taux de réussite des apprenants dans les filières porteuses des établissements ciblés	63%	84,51%	80,0%	65,0%	90%
Taux de participation des filles à l'ETFP	16,0%	17,9%	19,0%	20,0%	50%
% des sortants accompagnés à l'insertion socioprofessionnelle et l'auto-emploi	0	0%	3,1%	10,0%	40%

4.2.2. Analyse des progrès réalisés

L'atteinte de l'Outcome dépend entre autres de l'implication des autorités provinciales en ETFP, de la gestion des établissements ciblés et du rôle du secteur privé/monde associatif quant à la pertinence de l'offre ETFP répondant aux besoins d'emploi et d'auto-emploi dans la zone. Ainsi, les autorités impliquées dans l'organisation et la régulation de l'ETFP au niveau provincial sont renforcées ; les établissements d'enseignement technique et professionnel ciblés sont renforcés afin de créer les conditions de base pour un enseignement de qualité et pertinent par rapport au marché du travail; la participation communautaire et du secteur privé formel et non formel est renforcée.

La Baseline réalisée avec les partenaires a permis au projet d'avoir des valeurs de référence permettant ainsi de mesurer l'atteinte de l'Outcome. En outre, les (3) indicateurs repris ci-dessus donnent une idée sur la promotion d'un système éducatif équitable au service de la croissance et de l'emploi, la création des conditions d'un système éducatif de qualité et la gouvernance transparente et efficace, qui sont les trois axes de la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation 2016 – 2025.

L'indicateur sur le taux de réussite des apprenants dans les filières porteuses des établissements ciblés est fixé au de taux de 90% comme cible à la fin de l'intervention. Cet indicateur définit les progrès réalisés par les candidats des établissements ciblés aux différentes évaluations certificatives de fin de cycle. La valeur atteinte à l'année N-1 est de 84,51% alors que l'année N, la valeur atteinte est de 80,0%. Cette dernière devrait normalement restée croissante malgré qu'elle soit largement supérieure à celle ciblée par l'intervention à l'année N (65,0%). Cette baisse par rapport à l'année dernière est influencée

[7] Les indicateurs repris ont été revus lors du backstopping réalisé avec l'appui du MDF et par l'équipe lors de la réalisation de la Baseline

par la réduction du nombre d'enseignants avec qualification requise dans les filières porteuses des établissements ciblés. Le secteur éducatif étant un secteur mouvant, les enseignants au niveau des établissements ciblés ne sont pas permanents. Cette situation s'explique :

(1) Par la non mécanisation de certains enseignants, malgré l'appui que le projet accorde aux services provinciaux de contrôle et de la paie des enseignants (SECOPE) pour avoir une base mensuelle de la situation des enseignants et permettre ainsi le plaidoyer pour la mécanisation et la paie de ces enseignants particulièrement ceux avec qualification requises dans les filières porteuses.
(2) Par la mise en place des services déconcentrés du Ministère de l'ETP. Les agents et fonctionnaires des différents services déconcentrés du Ministère de l'ETP ont été recrutés parmi ceux du Ministère de l'EPSP, certains enseignants des cours techniques de certains établissements ciblés (ex : ITP LABO, Lycée ESENGO, …) et certains Inspecteurs Techniques sont affectés à la PROVED ETP, le point focal ETFP de la PROVED EPSP est promu PROVED ETP. Comme évoqué ci-haut, cette situation a impacté négativement à la réalisation des certaines activités entre autres la mise en œuvre de la convention de subsides avec la PROVED EPSP.

Notons aussi que cette valeur 80,0% est plus significative au niveau des filières agricoles. D'autant plus que, les inspecteurs techniques de ces filières et les enseignants des cours techniques ont bénéficié d'une formation pratique sur la didactique des disciplines en techniques agricoles et sur l'adéquation formation-emploi. Cette formation était assurée par les Experts du SERNAFOR. Les supports pédagogiques et des curricula (produits avec l'appui de la VVOB) ont été mis à la disposition des ITA ciblés. Ces appuis particuliers ont eu un impact positif sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement au sein des ITA.

Dans le cadre de l'amélioration de la formation pratique, le projet facilite la collaboration entre les chefs d'établissements et le secteur privé (formel, informel) ainsi que le monde associatif pour le stage professionnel des apprenants des établissements ciblés. Le projet accorde aussi une attention particulière à la dotation d'équipements (Kits complets pour le fonctionnement de la filière secrétariat administratif branche informatique, 340 machines pour le fonctionnement des ateliers dans 10 établissements organisant la filière coupe-couture, …) et au fonctionnement des activités génératrices des revenus. Ces dernières, installées au niveau des établissements servent de cadre de formation pratique des élèves ou apprenants (avec une attention sur les filles) et les productions vendues, permettront en outre à l'établissement de dégager des revenus pour couvrir ses frais de fonctionnement et assurer sa pérennité (2 Conventions de Subsides sont encours de mise en œuvre avec 2 établissements des filières agricoles : ITAV MONDONGO (MONGALA) et ITA BONGISA (SUD UBANGI).

L'appréciation de la contribution du projet dans la promotion de la participation des filles à l'ETFP (en dehors de la coupe couture) est mesurée par le taux de participation des filles à l'ETFP. Ce taux est de 19, 0% inférieur à la cible de l'année N (20%) mais supérieur à la valeur de l'année N-1 (17,9%). Par rapport à la valeur de base, un accroissement d'environ 3% est enregistré. Cet accroissement reste relativement faible, compte tenu des pesanteurs socioculturelles liées au « genre », malgré la mise en œuvre par le projet de son plan d'actions genre et sa stratégie de communication. Le projet espère aussi avec les revenus

issus des activités génératrices des revenus au niveau des établissements accroitre ce taux en réduisant le coût des frais de scolarité des filles.

Pour ce qui concerne le % des sortants accompagné à l'insertion socioprofessionnelle et à l'emploi, la stratégie de recherche-action à travers l'identification des autres acteurs de développement du secteur privé et du monde associatif informel pour l'organisation des formations pratiques et pour l'insertion rapide des apprenants a permis au projet d'insérer 8 forgerons à GEMENA dans le SUD UBANGI. Ces forgerons installés et équipés vont continuer à former d'autres stagiaires qui seront à leur tour insérés. Au premier trimestre de l'année 2018, 15 filles-mères seront insérées dans la transformation et la vente des produits de transformation de fruits avec l'appui de l'asbl CAFPIK à Lisala. 25 autres jeunes sont encadrés par les frères Franciscains dans la production des briques cuites de bonne qualité à Lisala (Voir CdS avec le FFVM).

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Approche chantier-école type entreprise, une entreprise partenaire du projet EDUMOSU a contracté un groupe de 10 jeunes lauréats des filières bâtiments (dont 4 filles parmi eux) en vue de participer aux travaux de construction de la salle Informatique du CS Père Théophile VERBIST; parmi eux 8 jeunes lauréats en maçonnerie et 2 jeunes lauréats en menuiserie charpenterie venus de 2 établissements ciblés par le projet EDUMOSU, ITP Labo et ITP BOKELEALE. Un accent a été mis sur leur formation pratique en vue de renforcer leurs compétences dans la mise en œuvre des ouvrages de construction. Raison pour laquelle, le taux des sortants accompagnés à l'insertion socioprofessionnelle et à l'emploi est passé de 0,0% pour l'année N-1 à 3,1% pour cette année N. Notons aussi qu'à la fin de cette année, le projet avec l'appui de l'ATI insertion du projet EDUT de la TSHOPO a poursuivi les réflexions sur l'appui à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes Lauréats/sortant des filières formelles et informelles appuyées par le projet. Un échantillon de 22 apprenants dont 8 de la filière Forge, 4 de la construction, 2 de la menuiserie et 8 de l'Agriculture ont été accompagnés à travers l'identification des besoins, l'élaboration des micro-projets et business plans des projets sélectionnés. Une stratégie globale d'insertion socioprofessionnelle est en cours de finalisation et pourra bien guider le projet dans cette démarche d'insertion. Elle sera appuyée par la présence de l'ECT Education en 2018. Ce volet insertion des jeunes sera la priorité en 2018 pour s'approcher de sa cible finale de 40%.

4.2.3. Impact potentiel

Les actions entreprises par le projet contribuent sans doute à l'impact du projet qui est d'offrir dans les Provinces de la MONGALA et du SUD UBANGI des formations techniques et professionnelles, tant formelles, que non-formelles répondant aux perspectives d'emploi et d'auto-emploi de la région, permettant ainsi à un nombre croissant de jeunes, garçons et filles, de trouver ou de créer un emploi durable après avoir fini cette formation.

Les appuis des ETFP en termes d'amélioration de l'accès, de la qualité (par la formation théorique et pratique) et de la Gouvernance grâce à une gestion scolaire transparente, renforcent les capacités des ETFP ciblés qui seront considérés comme des centres d'application dans la région. L'appui en équipements au niveau des ETFP, la facilitation de la collaboration avec le secteur privé et le monde associatif, les formations informelles, facilitent l'apprentissage des apprenants pour les rendre compétitifs sur le marché de l'emploi ou dans la création d'auto-emploi.

L'approche « bottom-up » est de mise au niveau des établissements à travers le projet d'établissement et dans le processus d'accompagnement des lauréats à leur insertion socioprofessionnelle à travers l'élaboration de leur business plan. Le projet met l'accent aussi sur l'approche basée sur les droits en favorisant la bonne gouvernance au niveau des établissements (par l'implication des organes des cogestions dans la gestion des ETFP et l'installation d'un logiciel de gestion dans un proche avenir), l'inclusion des hommes et des femmes à la prise de décision afin d'éviter l'exclusion. La stratégie genre, et ses plans d'action annuels permettent au projet de mener des actions pour l'égalité de chances entre filles et garçons dans l'ETFP et l'emploi.

4.3. Performance de l'Output 1

4.3.1. Progrès des indicateurs

Output 1 : Les autorités provinciales en ETFP assurent mieux leur rôle régalien vis-à-vis des établissements ciblés.					
Indicateurs	**Baseline**	**Valeur Année N-1**	**Valeur Année N**	**Cible Année N**	**Cible finale N**
Sous-résultat 1.1 : Les divisions provinciales de tutelle développent une stratégie ETFP-Emploi avec les autres acteurs du secteur et assurent sa mise en œuvre					
Document stratégique de l'ETFP validé, y compris un choix des filières porteuses, par le comité de concertation.	0	NA	NA	2	2
Degré de mise en œuvre de la stratégie provinciale de l'ETFP	0	NA	NA	30%	60%
Sous-résultat 1.2 : Les divisions provinciales de tutelle assurent l'affectation des enseignants et formateurs qualifiés dans les établissements ciblés					
% des enseignants avec des qualifications requises dans les filières porteuses des établissements ciblés	22%	34,4%	25,1%	35%	50%
Sous-résultat 1.3 : Les autorités provinciales de tutelle assurent un système de contrôle et suivi efficace en vue d'une formation de qualité, pertinente et transparente					
% d'enseignants des branches techniques suivis par les inspecteurs	1%	14,3%	60,0%	60%	80%
Nombre moyen de visites organisées par inspecteur et par établissement	5	10	51	60	280
Niveau d'exécution des recommandations des inspecteurs	ND	ND	58,0%	50,0%	50%

4.3.2. État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités [8]	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Sous-résultat 1 : Les divisions provinciales de tutelle développent une stratégie ETFP-Emploi avec les autres acteurs du secteur et assurent sa mise en œuvre				
Appui à l'élaboration des stratégies provinciales ETFP				X
Appui aux réunions trimestrielles du comité provincial ETFP dans les provinces du SUD-UBANGI et de la MONGALA		X		
Mise en œuvre de la stratégie et du plan d'action annuel genre		X		
Réhabilitation du bâtiment administratif de la PROVED MONGALA		X		
Sous-résultat 2 : Les divisions provinciales de tutelle assurent l'affectation des enseignants et formateurs qualifiés dans les établissements ciblés				
Appui à l'état des lieux sur la qualification des enseignants dans les établissements ciblés		X		
Plaidoyer pour l'affectation des enseignants qualifiés et payés dans les établissements ciblés		X		
Sous-résultat 3 : Les autorités provinciales de tutelle assurent un système de contrôle et suivi efficace en vue d'une formation de qualité, pertinente et transparent				
Mise en œuvre de CdS avec les PROVED des 2 Provinces pour le suivi, l'accompagnement, la formation et l'évaluation des établissements ciblés.		X		
Formation des Inspecteurs techniciens et Inspecteurs chefs de pools sur le fonctionnement, rôles et responsabilités des comités de cogestion des ETFP.		X		
Formation des Inspecteurs techniciens, Inspecteurs chefs de pools et les enseignants des ITA sur la didactique des disciplines en technique agricoles et adéquation formation-empli, par les experts du SERNAFOR.		X		

4.3.3. Analyse des progrès réalisés

La plupart des activités du résultat 1 en rapport avec le rôle régalien des autorités provinciales en ETFP vis-à-vis des établissements ciblés était inscrite dans les conventions de subsides signées avec les PROVED de la MONGALA et du SUD UBANGI. Ces CdS ont pour objectif spécifique de mobiliser les services techniques déconcentrés (STD) du Ministère de l'EPSP afin qu'ils puissent assurer le suivi, l'accompagnement, la formation et l'évaluation des établissements ciblés.

Pour ce faire, des Inspecteurs techniques suivent et accompagnent, sur une base régulière les chefs d'établissements, les enseignants des branches techniques, respectivement dans la gestion d'établissement et la qualité de l'enseignement (théorique et pratique). Raison pour laquelle les indicateurs suivants présentent des valeurs appréciables :

- **% d'enseignants des branches techniques suivis par les inspecteurs** : la valeur de cet indicateur passe de 14,3% pour l'année N-1 à 60,0% pour cette année N. Ce taux obtenu à cette année est conforme à la cible que le programme s'est fixé pour cette année 2017.

[8] A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

- **Nombre moyen de visites organisées par inspecteur et par établissement** : Une moyenne de 51 visites étaient organisées par les Inspecteurs techniques au niveau de chaque établissement ciblé par le programme dans les deux provinces d'intervention à savoir, la MONGALA et le SUD UBANGI. Ce chiffre passe de 10 à l'année N-1 à 51 à l'année N légèrement inférieur à la cible de l'année N qui est de 60.
- **Niveau d'exécution des recommandations des inspecteurs** : Au cours de leur inspection, les Inspecteurs formulent des recommandations qui doivent être prises en compte par les enseignants. Cet indicateur présente un taux de 58,0% d'exécution de ces recommandations par les chefs d'établissements et les enseignants. Ce taux est supérieur à la cible de l'année N qui est de 50,0%. Signalons aussi qu'à l'année N-1, il était non déterminé (ND).

Pour renforcer leurs capacités, ces inspecteurs techniques ont bénéficié des formations sur les différentes thématiques en fonction de l'analyse sommaire des capacités ou diagnostic effectué avant la signature des CdS dans les 2 provinces. Ils sont ensuite mobilisés pour assurer/restituer les différentes formations auprès des enseignants et chefs d'établissements ciblés. Vu le faible niveau de qualification des certains enseignants dans les établissements ciblés, les inspecteurs techniques s'assurent de la mise en place effective et du bon fonctionnement des Unités Pédagogique ou Cellules d'Appuis Pédagogiques (CAP) dans chaque établissement ciblé. Ces CAP ont pour rôle, l'encadrement mutuel des enseignants du même domaine, les plus forts du domaine appuient leurs autres collègues. Les inspecteurs techniques assurent le renouvellement des comités de cogestion scolaire par l'organisation et la supervision des élections des différents membres mais aussi leur formation sur leurs rôles et responsabilités en tant que membre d'un organe de cogestion scolaire. En outre, ces Inspecteurs techniques reçoivent sur une base régulière l'appui des Inspecteurs chef de Pool et des Sous-PROVED; ces derniers sont supervisés par l'Inspecteur Principal et le PROVED de chaque Province.

Les Divisions Provinciales de l'EPSP sont appuyées à travers leurs points focaux qui assurent le suivi, la supervision de l'ensemble du dispositif à travers des exercices de planification périodique, des missions de suivi, l'analyse des données et rapports venant des Sous-Divisions de l'EPSP et des établissements ciblés. En plus de ces activités, les Divisions Provinciales de l'EPSP et les Ministères Provinciaux en charge de l'éducation sont accompagnée dans le pilotage de la concertation avec les différents acteurs de l'ETFP au sein des comités provinciaux ETFP et dans la communication avec les bénéficiaires de ses actions au niveau de chaque Province.

En complément aux différentes formations dont les Inspecteurs techniques ont déjà bénéficié de la part du Projet EDUMOSU, les conventions ont prévu des actions de renforcement des capacités assurées par l'IPP basées essentiellement sur la révision des fiches de suivi, la conformité d'utilisation des curricula et d'autres manuels. Les Inspecteurs techniques sont dotés de moyens de transport (Motos) et les différents gestionnaires sont dotés d'un matériel informatique pour le rapportage et le meilleur suivi de la mise en œuvre de ces CdS. Cette CdS a prévu aussi des actions d'appui aux services provinciaux de contrôle et de la paie des enseignants (SECOPE), pour avoir sur une base mensuelle la situation des enseignants et permettre ainsi le plaidoyer pour la mécanisation et la paie de ces enseignants. **A travers cette action 87 enseignants ont été mécanisés et attendent d'être inscrits sur le listing de paie**.

Comme mentionné au point sur l'analyse des progrès réalisés au niveau de l'outcome, la baisse du taux de réussite des apprenants dans les établissements ciblés de l'année N par rapport à l'année N-1 était influencée par la réduction du nombre d'enseignants avec qualification requise dans les filières porteuses des établissements ciblés. Ce taux passe de 34,4% pour l'année N-1 à 25,1% cette année N. Cette situation s'explique entre autres par l'instabilité remarquée des enseignants au niveau des établissements ciblés qui est due principalement :

(1) à la non mécanisation et/ou au non-paiement de certains enseignants, malgré l'appui que le projet accorde aux services provinciaux de contrôle et de la paie des enseignants (SECOPE) pour avoir une base mensuelle de la situation des enseignants et permettre ainsi le plaidoyer pour la mécanisation et la paie de ces enseignants particulièrement ceux avec qualifications requises dans les filières porteuses.

(2) à la mise en place des services déconcentrés du Ministère de l'ETP. Les agents et fonctionnaires des différents services déconcentrés du Ministère de l'ETP sont recrutés parmi ceux du Ministère de l'EPSP, certains enseignants des cours techniques de certains établissements ciblés (ex : ITP LABO, Lycée ESENGO, …) et certains Inspecteurs Techniques sont affectés à la PROVED ETP, le point focal ETFP de la PROVED EPSP est promu PROVED ETP. Comme évoqué ci-haut, cette situation a impacté négativement sur la réalisation des certaines activités entre autres la mise en œuvre de la convention de subsides avec la PROVED EPSP.

Néanmoins, dans la Province de la MONGALA, les agents et fonctionnaires de la Direction Provinciale de l'Education (PROVED) travaillent dans des bonnes conditions après la réhabilitation complète de leur bâtiment Administratif par le projet.

Pour ce qui concerne la stratégie genre, les autorités provinciales et les autres parties prenantes sont impliquées dans sa mise en œuvre à travers la stratégie et le plan de communication élaborés à cette fin par le projet.

Le marché public de la consultance nationale pour l'appui à l'élaboration des stratégies provinciales ETFP était non-fructueux, raison de la cote **« D »** pour les activités liées à ces stratégies. Le chevauchement des attributions entre les Ministères nationaux de l'ETP (ou formation professionnelle, artisanat et métier) et celui de l'EPSP n'a pas permis au projet de poursuivre cette activité. Le projet attend la validation de la stratégie nationale élaborée par l'EPSP qui comprend le sous-secteur ETFP afin

***Figure 4*: Bâtiment administratif de la PROVED MONGALA Réhabilité**

***Figure 3:* un échantillon des Motos et autres matériels remis dans le cadre de la mise en œuvre des CdS**

de la décliner au niveau provincial.

4.4. Performance de l'Output 2

4.4.1. Progrès des indicateurs

Output 2 : Les directions des établissements ciblés gèrent leurs établissements pour offrir une formation de qualité pertinente pour un plus grand nombre d'apprenants en mettant l'accent sur les filles.					
Indicateurs	**Baseline**	**Valeur Année N-1**	**Valeur année N**	**Cible année N**	**Cible finale N**
Sous-résultat 2.1: Les établissements favorisent l'accès et la rétention d'un plus grand nombre d'apprenants avec une attention spécifique pour les filles.					
Evolution des inscriptions dans les établissements ciblés (% de changement par rapport à l'année précédentes)	10%	13%	13,9%	10%	20%
Taux de rétention (nombre inscrits début année - nombre abandons)	64%	87,19%	89,9%	80%	95%
Sous-résultat 2.2 : Les établissements ciblés offrent un cadre d'apprentissage et une formation de qualité (théorique et pratique) orientée vers le marché de l'emploi et l'auto-emploi					
% d'établissements réhabilités/construits	0%	0%	5,8%	15%	26%
% d'établissements équipés (en fonction des bâtiments réhabilités/construits par le projet)	0%	0%	17,5%	15%	26%
% des unités de production fonctionnelles et rentables (AGR)	ND	37,5%	5,8%	30%	50%
% des établissements ciblés donnant une formation de qualité (sur base des critères formulés par l'équipe du projet et les parties prenantes : curricula, (auto)recyclage, approche pédagogique . stages,…)	ND	30%	40,4%	50%	80%
Pourcentage d'unités pédagogiques fonctionnant dans des établissements ciblés et se réunissant selon les fréquences recommandées	11%	62,50%	70,5%	70%	90%
Proportion (%) des apprenants participant aux travaux pratiques prévus dans le programme	22%	60,80%	55,9%	50%	70%
Sous-résultat 2.3 : Les directions des établissements ciblés assurent une gestion saine et transparente avec les organes de cogestion					
% de membres des comités de gestion formés à la gestion scolaire	0%	17%	74,3%	100%	100%
Nombre d'établissements ciblés ayant une gestion saine et transparente	0	NA	6	5	20

4.4.2. Etat d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités [9]	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Sous-résultat 1 : Les établissements favorisent l'accès et la rétention d'un plus grand nombre d'apprenants avec une attention spécifique pour les filles				
Promotion de la formation des filles (identification des nouvelles filières)		X		
Appui aux journées portes ouvertes (annuel)		X		
Campagne des élèves Ambassadeurs ETFP auprès des élèves de 1ère et 2ème secondaires pour l'orientation des élèves à s'inscrire dans les filières porteuses		X		
Appui à la réhabilitation et l'équipement des établissements ciblés.		X		
Géolocalisation des ETFP de la MONGALA		X		
Sous-résultat 2 : Les établissements ciblés offrent un cadre d'apprentissage et une formation de qualité (théorique et pratique) orientée vers le marché de l'emploi et l'auto emploi				
Formation des chefs d'établissements ciblés sur l'élaboration des projets d'établissement		X		
Appui à l'élaboration du projet d'établissements ciblés (plan stratégique de développement)		X		
Appui à la mise en œuvre des projets d'établissements des établissements ciblés.		X		
Sous-résultat 3 : Les directions des établissements ciblés assurent une gestion saine et transparente avec les organes de cogestion				
Identification et appui à la création des comités scolaires (Conseil de gestion, parents, élèves)		X		

4.4.3. Analyse des progrès réalisés

Afin d'offrir une formation de qualité pertinente pour un grand nombre d'apprenants, certaines activités ont été réalisées au sein des établissements tout au long de l'année 2017.

Des journées portes ouvertes couplées à des campagnes des élèves ambassadeurs ont été organisées dans les établissements du premier cercle lors de la journée dédiée à l'enseignement. Pendant ces journées, plusieurs articles confectionnés par les apprenants ont été exposés au public, des poèmes ont été déclamés par des élèves ambassadeurs et des sketches joués pour sensibiliser la communauté sur l'importance de l'enseignement technique. Aussi doit-on noter la construction de 2 salles informatiques pour abriter la nouvelle filière Secrétariat-Administration, branche informatique qui a été ouverte grâce à l'appui du projet dans les 2 provinces d'intervention. Ces deux salles ont été équipées de matériels informatiques de pointe ainsi que de deux générateurs pour l'alimentation électrique. Tout cela a permis aux apprenants de faire plus de pratique telle que prévu dans le programme national. Un consultant national a été recruté pour élaborer des guides informatiques qui seront mis à la disposition des enseignants de cette filière secrétariat administratif branche informatique, tenant compte du curriculum ou programme national révisé avec l'appui du projet en 2016.

[9] A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Ensuite faut-il signaler l'acquisition des équipements de la filière coupe et couture dont une partie a déjà été remise aux établissements ainsi que l'acquisition et la distribution des manuels et curricula référenciés aux établissements ciblés organisant les filières agricoles. Le marché des matériels agricoles a été lancé et la livraison est attendue au premier trimestre de l'année 2018.

Quant au suivi des indicateurs, on note une certaine amélioration dans l'évolution de certains d'entre eux due à des actions concrètes mises en œuvre par le projet. En ce qui concerne l'évolution des inscriptions dans les établissements ciblés qui est à 13,9% par rapport à la cible annuelle de 10%, ceci peut se justifier par la bonne presse venant des diverses actions exécutées au sein des établissements ciblés qui attirent normalement un nombre beaucoup plus grand de nouveaux élèves ainsi que l'ouverture de la nouvelle filière Secrétariat-Administration, branche informatique. On pense que cet indicateur va croitre davantage dans les années à venir compte tenu des constructions et équipements prévus dans les établissements ciblés principalement ceux du premier cercle.

Le taux de rétention, actuellement de 89,9%, est largement supérieur par rapport à la valeur cible de l'année N, ce pourcentage de 80% est dû d'une part grâce aux actions menées par les inspecteurs dans le cadre de la convention des subsides en faisant réellement le suivi et l'encadrement des enseignants de manière régulière et d'autre part, suite aux différentes actions de sensibilisation menées au niveau des établissements ciblés.

Deux établissements (Lycée MONZOTO MWA NTONGA à Lisala et C S VERBIST à Gemena) ont bénéficié de deux salles informatiques construites et équipées. Ceci amène notre indicateur à 5,8% par rapport à la cible annuelle de 15%. Cet indicateur va s'améliorer en 2018 d'autant plus que le dossier des constructions des autres établissements ciblés est déjà finalisé et sera lancé au courant du premier trimestre 2018. En plus d'équiper les deux salles informatiques par du matériel de pointe, cinq autres établissements ont bénéficié des ordinateurs pour leur digitalisation (2 à Lisala et 3 à Gemena). Cela va permettre une gestion plus transparente des établissements appuyés avec la modernisation du système de gestion pour la bonne gouvernance des établissements ; C'est ainsi que notre indicateur par rapport aux établissements équipés est de 17,5% supérieur à la cible de l'année N qui est de 15%. On pense que cet indicateur sera encore amélioré au courant de l'année 2018 une fois les équipements commandés seront mis à disposition des établissements ciblés.

Des unités de production ou AGR réellement fonctionnelles et rentables sont actuellement opérationnelles dans 2 établissements appuyés dans le cadre des conventions signées avec les ITA MONDONGO et BONGISA pour la mise en place des activités génératrices des revenus (AGR) en vue de contribuer à l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves et à l'insertion professionnelle des lauréats, avec un accent particulier pour les filles. C'est ainsi que l'indicateur est de 5,8% par rapport à la cible annuelle qui est 30%. Il pourra s'améliorer au courant de l'année 2018 car il prévu d'appuyer les autres ITA via des conventions des subsides et le fonctionnement des salles (ateliers) de la filière secrétariat administratif branche informatique ainsi que les ateliers coupe-couture comme des unités de production pour des établissements bénéficiaires.

La convention des subsides avec les PROVED a permis une présence des inspecteurs de façon quasi permanente dans les établissements ciblés pour encadrer, former et évaluer aussi bien le chefs d'établissements que les enseignants surtout des cours techniques. Aussi la distribution de certains manuels et des curricula avec référence suivi de la formation par des inspecteurs du SERNAFOR aux chefs d'établissements, enseignants techniciens et inspecteurs ciblés ont permis d'améliorer l'indicateur concernant le pourcentage des établissements ciblés donnant une formation de qualité qui est passée de 30% l'an passé (année N-1) à 40.4% cette année N.

Plusieurs formations ont été organisées dans les établissements pour renforcer les capacités des chefs d'établissement et des enseignants sur le fonctionnement effectif des unités pédagogiques et dans le respect des normes inscrites dans les instructions officielles. C'est ainsi que l'indicateur sur le pourcentage d'unités pédagogiques fonctionnant dans les établissements est passé de 62,5% à 70,5% cette année.

Le pourcentage des apprenants participant aux travaux pratiques prévus dans le programme scolaire est de 55,9%. Ceci est dû au suivi de cet indicateur par les Inspecteurs et des partenariats entre les établissements et le secteur privé ou monde associatif qui ont accepté d'accueillir les apprenants.

Le pourcentage des membres des comités de cogestion formés à la gestion scolaire ne cesse de croitre grâce à plusieurs formations dispensées aux inspecteurs. Le projet fera en sorte d'informatiser la gestion scolaire (logiciel à introduire) pour permettre aux différents membres des organes de cogestion de jouer leur rôle. C'est un grand défi à relever, en termes d'informatisation du système de gestion scolaire. Le nombre (6) des établissements ciblés ayant une gestion saine et transparente note une légère augmentation par rapport la cible de l'année N qui est (5).

Figure 6: Salle (atelier) informatique à LISALA

Figure 5: Atelier coupe-couture équipé par le projet à GEMENA

4.5. Performance de l'output 3

4.5.1. Progrès des indicateurs

Output 3 : Le secteur privé et le monde associatif jouent un rôle prépondérant quant à la pertinence de l'offre ETFP répondant aux besoins d'emploi et d'auto-emploi dans la zone ciblée.					
Indicateurs	**Baseline**	**Valeur Année-1**	**Valeur année N**	**Cible année N**	**Cible finale**
Sous-résultat 3.1 : Le secteur privé et le monde associatif, formel et non-formel, orientent le choix des filières porteuses.					
Nombre de filières porteuses proposées par le secteur privé et le monde associatif incluses dans la Stratégie Provinciale ETFP	0	1	3	3	7
Sous-résultat 3.2 : Le secteur privé et le monde associatif accueillent et accompagnent les apprenants des établissements ciblés pour les formations et les stages.					
% d'apprenants accueillis pour la formation et les stages par le secteur privé et le monde associatif	ND	48,1%	63,9%	50,0%	90%
% de visites guidées effectuées par les apprenants dans le secteur privé et le monde associatif	53,1%	66%	57,2%	50,0%	70%
Nombre de formations organisées par les experts du secteur privé / ONG	0	ND	3	ND	ND
Sous-résultat 3.3 : Le secteur privé et le monde associatif soutiennent les lauréats des établissements ciblés vers l'emploi et l'auto-emploi					
% de Lauréats appuyés (secteur privé/association/ONG/Auto-emploi).	1,7%	5,00%	1,7%	5,0%	10%
Nombre d'Associations des lauréats appuyés par le secteur privé et le monde associatif au sein desquels ils ont fait le stage.	0	0	1	2	10

4.5.2. État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités [10]	**État d'avancement :**			
	A	B	C	D
Sous activité 1 : Le secteur privé et le monde associatif, formel et non-formel, orientent le choix des filières porteuses				
Identification par le projet des filières porteuses sur base des résultats des études précitées et préparation des CdS		X		
Sous activité 2 : Le secteur privé et le monde associatif accueillent et accompagnent les apprenants des établissements ciblés pour les formations et le stage				

[10] A : Les activités sont en avance
B Les activités sont dans les délais
C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Identification des organisations d'insertion socio professionnelle (ISP) avec une attention pour les filles		X		
Identification des besoins en formation des ISP avec une attention pour les filles		X		
Renforcement (coaching) des organisations ISP (hors établissements ETFP) avec une attention pour les filles		X		
Appui à la facilitation de la collaboration entre les établissements ciblés et les entreprises (organisation des visites guidées par les établissements ciblés dans le secteur privé et le monde associatif, …)		X		
Plaidoyer et sensibilisation des acteurs du secteur privé et du monde associatif pour l'accueil et l'accompagnement des apprenants dans leurs structures respectives		X		
Planification conjointe (établissements ciblés et secteur privé/monde associatif) des Stages dans les entreprises et associations privées et/ou publiques		X		
Organisation des Stages dans les entreprises et associations privées et/ou publiques		X		
Planification conjointe (Projet EDU-MOSU et secteur informel) des formations à courte durée au bénéfice des groupes spécifiques ciblés		X		
Appui à l'organisation des formations à courte durée au bénéfice des groupes spécifiques ciblés		X		
Mise à niveau technique des formateurs des apprenants des métiers		X		
Sous activité 3 : Le secteur privé et le monde associatif soutiennent les lauréats des établissements ciblés vers l'emploi et l'auto emploi				
Action-recherche sur le marché de l'emploi/auto-emploi	X			

4.5.3. Analyse des progrès réalisés

Pour rappel, des recommandations issues de l'étude socioéconomique commanditée par le projet EDUMOSU en 2015 ont permis d'identifier un certain nombre de filières porteuses dans le milieu en vue de garantir une meilleure adéquation formation-emploi. 7 filières ont retenu l'attention des différentes parties prenantes, et particulièrement les responsables du secteur privé et de monde associatif qui ont insisté pour le développement de quelques filières particulières, dont la forge, la briqueterie la transformation des produits agricoles, la coupe/couture. Ainsi, en plus de la filière Forge dont la mise en œuvre a été lancée fin 2016, le projet a aussi appuyé le développement et la mise en œuvre de 2 nouvelles filières porteuses, la transformation agricole et la Briqueterie à travers la signature et la mise en œuvre des conventions de Subsides respectivement entre le projet EDUMOSU et l'asbl CAFPIK et la Congrégation des Frères Franciscains de la vie de Marie (CFFVM) dans la province de la MONGALA.

En vue de développer et de mettre en œuvre ces filières spécifiques de formations informelles, avec une approche bottom-up, le projet EDUMOSU a mobilisé plusieurs expertises tant au niveau national, qu'international afin de renforcer les capacités des responsables des secteurs privés identifiés. Ces derniers à leur tour identifient des apprenants/élèves et les encadrent en leurs offrants des formations pratiques de courte durée, orientées directement vers le marché de l'emploi/auto emploi.

Quant au niveau d'encadrement des apprenants par le secteur privé et le monde associatif au niveau de notre zone d'intervention, nous remarquons une nette amélioration de presque de 16% par rapport à l'année 2016. Ceci s'explique d'une part par la volonté manifestée des Autorités scolaires, des Chefs d'établissements ciblés et des Parents de s'impliquer dans l'amélioration de la qualité de la formation des jeunes avec le souci de rapprocher leurs établissements avec les entreprises du secteur privé pouvant offrir aux apprenants un cadre amélioré pour les stages et/ou formations et d'autre part le dynamisme des jeunes à s'insérer rapidement sur le marché du travail avec des formations qui débouchent sur un emploi. Par ailleurs, des mesures spécifiques ont été prises, pour rapprocher l'établissement du secteur privé informel, mais également dans les établissements une meilleure organisation des stages (avec le suivi de l'affectation des stagiaires, l'encadrement des stagiaires dans leurs lieux d'affectation mais aussi l'obligation à tout élève des classes terminales d'effectuer au moins une fois, hors de son établissement, dans une entreprise du secteur privé/monde associatif un stage professionnel avant d'obtenir son diplôme d'Etat ou certificat de fin de cycle. D'autre part, les conventions de subsides signées entre le projet EDUMOSU et les différents bénéficiaires contractants ont mis un accent particulier sur l'appui à l'encadrement des apprenants.

Le nombre de visites guidées dans les entreprises/secteur privé a baissé de 9% par rapport à l'année antérieure. La charge horaire du personnel du secteur privé/monde associatif étant surchargée, le personnel pour encadrer un nombre élevé d'apprenants étant insuffisant, l'accueil de ceux-ci pose problème.

Dans le cadre de l'appui à l'amélioration de la qualité de la formation au niveau des établissements ciblés, à travers des conventions de Subsides, le projet EDUMOSU, avec le concours des experts des entreprises du secteur privé, a appuyé la mise en place des AGR au niveau des établissements ciblés, particulièrement les établissements agricoles. L'appui au secteur privé informel/monde associatif a également permis d'améliorer le cadre d'apprentissage pratique des apprenants. Les plaidoyers ont été faits par les autorités politico-éducatives ainsi que les responsables des établissements ciblés afin de rapprocher les écoles des entreprises du secteur privé/monde associatif de la place et permettre ainsi la matérialisation de l'approche Unité Formation Emploi (UFE).

Avec l'appui du projet EDUMOSU, des experts du secteur privé ont dispensé différentes formations tout au cours de l'année 2017 et au bénéfice des différents groupes cibles, dont particulièrement des filles mères, des jeunes déscolarisés mais aussi des lauréats en filières bâtiments (construction et menuiserie/charpenterie) et agriculture générale des établissements formels ciblés par le projet EDUMOSU. A l'issue de leur formation, des kits de travail leurs seront attribués, selon leur domaines de travail, en vue de les accompagner à l'insertion socio-professionnelle/auto emploi. Il s'agit au total de 88 apprenants ayant bénéficié des différentes formations ; à savoir :

- Filière Forge : 8 artisans apprentis,
- Filière Briqueterie : 25 artisans apprentis, dont 5 filles parmi eux
- Filière de la Transformation des produits agricoles, 40 jeunes, dont 15 filles mères, sont formés et accompagnés à l'insertion socioprofessionnelle.

Il est à signaler que grâce à la convention de subside signée entre le projet EDUMOSU et l'asbl CAFPIK par rapport à la formation informelle des apprenants dans la transformation des produits agricoles et l'accompagnement des filles mères dans la province de la

MONGALA, le projet ne prévoyait que la prise en charge de 25 apprenants, mais vu la forte demande et le besoin de formation sur le terrain, le bénéficiaire contractant a décidé d'appuyer la formation de 15 autres jeunes qui seront lancés sur le marché de l'emploi.
En vue de renforcer leurs connaissances pratiques et théoriques apprises aux cours, l'asbl CAFPIK a encadré 65 jeunes, dont 15 filles, issus des différents Instituts Techniques Agricoles ciblés par le projet EDUMOSU, en stage professionnel.

En dehors de ces formations informelles et à travers la mise en œuvre des différents travaux de construction, le projet EDUMOSU appuie les lauréats/sortants des établissements ciblés. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Approche chantier-école type entreprise, une entreprise partenaire au projet EDUMOSU a contracté un groupe de 10 jeunes lauréats des filières bâtiments (dont 4 filles parmi eux) en vue de participer aux travaux de construction de la salle Informatique du CS Père Théophile VERBIST; parmi eux 8 jeunes lauréats en maçonnerie et 2 jeunes lauréats en menuiserie charpenterie venus de 2 établissements ciblés par le projet EDUMOSU, ITP Labo et ITP BOKELEALE. Un accent a été mis sur leur formation pratique en vue de renforcer leurs compétences dans la mise en œuvre des ouvrages de construction en d'être compétitifs dans le monde de l'emploi.

A la fin de cette année, le projet avec l'appui de l'ATI insertion du projet EDUT de la TSHOPO a poursuivi les réflexions sur l'appui à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes Lauréats/sortants des filières formelles et informelles appuyées par le projet. Un échantillon de 22 apprenants dont 8 de la filière Forge, 4 de la construction, 2 de la menuiserie et 8 de l'Agriculture ont été accompagnés à travers l'identification des besoins, l'élaboration des micro-projets et le business plans des projets sélectionnés. Une stratégie globale d'insertion socioprofessionnelle est en cours de finalisation, sera partagée avec le futur ECT Education et pourra bien guider le projet dans cette démarche d'insertion. Un système de leasing des équipements en direction des lauréats et partenaires du secteur privé informel est en réflexion.

Au cours de cette année 2018, des réflexions ont été entreprises avec l'association des Pères de Scheut et l'association des forgerons pour la création d'un centre communautaire pour le développement de la filière informelle de forge. Ce centre de formation, qui abritera les matériels et équipements commandés par le projet EDUMOSU garantira la pérennisation de cette filière de formation informelle. De même, il est envisagé la mise en place de centres d'application au sein de trois (3) établissements ciblés (Lycée ESENGO, Lycée MOMBEMBE et CS Père Théophile Verbist) au SUD UBANGI, en vue de permettre un accompagnement et encadrement post scolaire des lauréats des filières coupe-couture et secrétariat administratif branche informatique afin de les accompagner à l'insertion socioprofessionnelle. Aussi, ces centres accueilleront des apprenants en métier dans le cadre des formations courte durée. Ils seront aussi des centres pilotes de bonne gouvernance.

.

Figure 8: Les formateurs forgerons en formation à GEMENA

Figure 7: Production du jus des fruits d'Ananas au centre CAFPIK appuyé par le projet à LISALA

4.6. Thèmes transversaux

4.6.1. Genre

Le projet a adopté une stratégie basée sur l'égalité des droits entre filles et garçons d'accéder à l'ETFP et de garantir ainsi à chacun et à chacune la dignité de sa vie.

Cette année, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication le projet a appuyé l'organisation de certaines activités directement au niveau des établissements ciblés. Nous pouvons citer :

- Les campagnes de sensibilisation par les élèves ambassadeurs
- Les journées portes ouvertes

L'accompagnement des Inspecteurs techniques au niveau des établissements a contribué à faire passer le message sur l'égalité des droits au niveau de la communauté éducative des établissements.

La mise en œuvre de la Convention de subsides avec l'asbl CAFPIK (secteur privé et monde associatif) a permis de structurer un regroupement des « filles-mères » à Lisala en les appuyant à l'insertion socioprofessionnelle à travers la commercialisation et la transformation des fruits. Deux (2) autres CdS mises œuvre par les deux (2) ITA respectivement à la MONGALA et au SUD UBANGI pour l'Appui à l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves et à l'insertion socio-professionnelle des lauréats en mettant en place des activités génératrices des revenus (AGR) avec un accent particulier sur la subvention de la scolarisation des filles, avec une partie des recettes des AGR.

Pour rappel, la stratégie « genre » du projet avait identifié quelques objectifs de changement pouvant faciliter la prise en charge du genre dans ses actions avec les différents acteurs de l'ETFP. Il s'agit :

- **<u>Pour les autorités provinciales en ETFP :</u>**

- Renforcer les capacités des autorités de l'ETFP, Ministère du genre, Famille et Enfant par la formation à la dimension genre dans les ETFP ;
- Assurer le suivi de la mise en œuvre des normes en matière de « genre » dans les ETFP ;
- Prendre des mesures de réduction des frais techniques pour les filles ;
- Intégrer dans les ETFP, l'alphabétisation fonctionnelle pour les jeunes, en particulier pour les filles analphabètes dans les centres de formation professionnelle.

▪ **Au niveau des établissements ciblés**
- Renforcer les capacités du personnel enseignant et les COPA sur la pédagogie intégrant le «genre», la sensibilisation sur les préjugés sexistes et le harcèlement sexuel
- Sensibiliser les parents à l'inscription des filles à l'ETFP
- Doter les lauréats de Kits de sortie comme encouragement
- Créer dans les écoles de nouvelles filières de formation technique et professionnelle plus porteuses pour les filles et en adéquation avec le marché local

▪ **Secteur de l'emploi en faveur des lauréats stagiaires pour une insertion socioprofessionnelle réussie**
- Renforcer les capacités des entrepreneurs du mouvement associatif et secteur privé sur le concept genre et accompagnement des lauréats pour les stages et l'insertion professionnelle
- Accompagner la structuration des lauréats

4.6.2. Environnement

Dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de subsides pour l'appui à l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves et à l'insertion socio-professionnelle des lauréats, en mettant en place des activités génératrices des revenus (AGR) au niveau de l'ITA BONGISA et l'ITAV MONDONGO, des ateliers ont été organisés à l'intention des représentants des parties prenantes, pour la formation/sensibilisation sur les thèmes transversaux, dont la protection de l'environnement. En ce qui concerne cet aspect, un ha d'un champ-école paysan sera implanté (dans chaque établissement) en association avec les espèces forestières en mettant l'accent sur l'agriculture sans labour communément connue sous le nom de « No tillage ». A la récolte, on fera appel à toute la communauté pour juger d'elle-même de la pertinence de cette technique améliorée qui respecte l'environnement.

En outre, le projet a appuyé à travers la CdS, la production et vulgarisation des foyers améliorés.

4.6.3. VIH/SIDA

Le projet EDU-MOSU en concertation au projet PVLS appuie la sensibilisation sur le problème de lutte contre les violences sexuelles qui joue un rôle important sur la propagation du VIH/SIDA. Pour rappel, l'épidémie du VIH/sida semble maîtrisée avec 1,2 % de prévalence chez les adultes en 2013 contre 5% en 1990. Le taux de séroprévalence chez les femmes enceintes est passé de 4,3 % en 2008 à 3,4 % en 2011. L'épidémie est plus

marquée chez les femmes, avec 1,6 % des femmes de 15-49 ans séropositives, contre 0,6 % des hommes. Les traitements antirétroviraux ont débuté en 2005 avec un taux de couverture estimé à 12%. (DTF PLVS).

Un programme de sensibilisation sur la prévention des VS, l'éducation sexuelle et la planification familiale dans les établissements ciblés est en préparation. En effet, l'instruction est une forme de prévention aux violences sexuelles basées sur le genre. Le PLVS propose un module scolaire de sensibilisation qu'EDU-MOSU va rendre disponible au sein des établissements. Ce module est actuellement testé dans la Province de la TSHOPO et sera repris par EDUMOSU dans le SUD UBANGI.

4.7. Gestion des risques

Identification des risques			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Avancement	Statut
Contraintes budgétaires entrainant la réduction des activités et la fermeture de l'antenne de Lisala.	Q4 2017	OPS	Elevée	Elevé	Elevé	Adaptation du programme	UGP/RR	Q1 2018	Planification des activités adaptées	En cours
						Concentration des activités prioritaires dans le SUD UBANGI	UGP	Q1 2018		
Contexte socio-politique incertain, report des élections	Q1 2017	OPS	Moyen	Moyen	Moyen	Suivi sécuritaire et sociopolitique régulier	RR ENABEL/ AMBABEL		Mise en application recommandations sécuritaires	En cours
Secteur privé informel peu outillé, avec expertise limitée est un frein à l'insertion socioprofessionnelle	Q1 2017	OPS	Moyen	Moyen	Moyen	Renforcement du secteur privé informel (professionnalisation, outillage) pour former et accueillir stagiaires et lauréats	UGP			En cours
						Forgerons, briquetiers, association de transformation des produits agricoles				

5. PILOTAGE ET APPRENTISSAGE

5.1. Réorientations stratégiques

La montée à l'échelle de l'insertion des jeunes lauréats des établissements et centres de formation formelle/informelle reste un grand défi auquel le projet doit faire face dans la mise en œuvre de ses activités en 2018.

Pour ce qui concerne le **Résultat 1** : « Les autorités provinciales en matière de l'enseignement et de l'ETFP en particulier assurent mieux leur rôle régalien vis-à-vis des autres acteurs dans le secteur » : le projet va :

- Appuyer la mise en place et le fonctionnement des mécanismes de concertation élargie au niveau provincial conformément à l'arrêté du 16 octobre 2017, portant sur la composition et le fonctionnement du comité provincial de l'EPSP avec un accent sur l'ETFP. Ces activités seront réalisées en synergie avec les autres PTF du secteur éducatif du milieu.
- Mettre l'accent sur les 3 thématiques (la bonne gouvernance, la qualité de la formation et l'insertion/partenariat avec le secteur privé) dans la mise en œuvre de la Convention de subsides signée avec la PROVED.
- Renforcer les capacités des Inspecteurs techniques sur base des termes de référence revues en concertation avec la PROVED.
- Intégrer la notion de développement territorial inclusif autour et avec les établissements appuyés sur l'ensemble des aspects et résultats recherchés.

Résultat 2 : « Les directions des établissements ciblés gèrent leurs établissements pour offrir une formation de qualité pertinente pour un plus grand nombre d'apprenants en mettant l'accent sur les filles » :

- Appuyer la mise en place des mécanismes de concertation et d'élargissement des comités de Cogestion au niveau des établissements conformément à l'arrêté du 16 octobre 2017.
- Appuyer le fonctionnement des Unités Formation – Emploi (UFE)
    - Développer le partenariat local pour l'insertion
    - Formaliser et systématiser les modalités de stage
    - Développer des mécanismes de financement tels que le leasing au bénéfice des lauréats
- Mettre en œuvre et accompagner les AGR dans chaque établissement appuyé avec un modèle de gestion et outils y afférant (logiciel de gestion, …)
- Booster l'approche chantier pédagogique pour les filières porteuses de la construction (maçonnerie, menuiserie, etc.)

Résultat 3 : « Le secteur privé et le monde associatif jouent un rôle prépondérant quant à la pertinence de l'offre ETFP répondant aux besoins d'emploi et d'auto-emploi dans la zone ciblée » :

- Poursuivre et mettre à l'échelle les formations de courte durée menant rapidement à l'emploi ou auto-emploi en fonction des potentialités de l'environnement économique

- Modéliser, formaliser, systématiser et mettre à l'échelle les méthodologies innovantes déjà testées en fonction des besoins du secteur privé (ex : les Forgerons, les briquetiers, transformation des produits alimentaires)
- Renforcer le suivi financier des activités déployées avec le secteur privé/monde associatif.

5.2. Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Réorganisation du projet suite à la fermeture de l'Antenne de LISALA	UGP/RR	Q1 2018
Adaptation du volume, de la nature des actions et le nombre d'établissements ciblés suivant le contexte en vue d'éviter le saupoudrage	UGP	Q1 2018
Concentration des efforts au profit des apprenants, lauréats pour davantage d'insertion socioprofessionnelle avec le secteur privé (formel et informel)	UGP	Q2 2018
Expérimentation d'un parcours d'insertion avec le secteur formel, y compris un stage de professionnalisation (MILUNA) pour 50 lauréats des écoles techniques agricoles	UGP/RR	Q2 2018
Poursuite et mise à l'échelle des formations courte durée menant rapidement à l'emploi/auto-emploi (Briqueteries, services restauration, …)	UGP	Q2 2018
Poursuite de l'approche « faire avec » les différents groupes cibles	UGP	Q1 2018
Poursuite de l'approche Chantier – école	UGP/RR	Q1 2018
Mise en place et fonctionnement du pool des Ingénieurs au service des 2 projets EDUMOSU et PADP/PLVS avec l'appui de l'ECT infrastructure	EDUMOSU/PADP /RR	Q1 2018

5.3. Enseignements tirés

Au cours de la deuxième année de mise en œuvre du projet, les enseignements tirés sont les suivants :

Enseignements tirés	Public cible
Les restrictions budgétaires annoncées par le Gouvernement Belge ayant entrainé le retrait du projet de la Province de la Mongala avec la fermeture de l'antenne de Lisala ont eu un impact négatif touchant à la réputation de la CTB, en général et du projet EDU-MOSU en particulier	Siège CTB/RR
Les limitations budgétaires imposées aux différents projets CTB ont ralenti la vitesse de croisière du projet EDUMOSU à mi-parcours.	Siège CTB/RR

L'importance accordée par le projet d'associer les partenaires, à travers l'approche « faire – avec » dans la mise en œuvre des différentes activités (CdS) permet d'assurer l'appropriation et à la durabilité des acquis dans le projet.	Projet EDUMOSU
La synergie entre les projets EDUMOSU et PRECOB a permis la bonne mise en œuvre de certaines activités du terrain, notamment en matière de renforcement des capacités et d'appui organisationnel.	RR Projets EDUMOSU et PRECOB
Le partenariat avec le secteur privé/monde associatif a permis d'offrir aux apprenants des établissements ciblés un cadre amélioré pour les travaux pratiques, les stages et l'insertion socioprofessionnelle des sortants et mérite d'être amplifié.	Projet EDUMOSU et Le Secteur Privé
La mise en œuvre des AGR au niveau des établissements permet une amélioration de la qualité d'apprentissage. Le business plan élaboré avec ces établissements a permis de faire une projection sur les dépenses ainsi que les recettes qui seront générées par ces AGR.	Projet EDUMOSU et Etablissements ciblés
L'appui à l'ouverture de la filière secrétariat administration, branche informatique, a permis d'accroitre le taux de participation des filles aux ETFP et de répondre aux besoins des nouvelles provinces.	Projet EDUMOSU et 2 Etablissements ciblés
Dans le cadre de la digitalisation et la modernisation des établissements ciblés, des Kits Informatiques ont été dotés dans quelques établissements. Les efforts se poursuivront avec l'installation d'un logiciel de gestion scolaire pour améliorer la bonne gouvernance des établissements.	Projet EDUMOSU et 5 Etablissements ciblés
L'approche Chantier école. Cette approche permet d'une part au projet la mise en œuvre des ouvrages de construction, et d'autre part le renforcement des capacités pratiques des élèves/lauréats et des différents corps de métiers impliqués, mais aussi l'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.	Projet EDUMOSU et Etablissements ciblés
Le regroupement en association des certains corps de métiers, jadis indépendants et autonomes (forgerons, briquetiers, etc.) a permis la mise en place de filière de formation informelle en adéquation avec le marché de l'emploi.	Projet EDUMOSU et Le Secteur Privé

6. ANNEXES

6.1. Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.		
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D		

Évaluation de la PERTINENCE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
	A			

1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?		
X	**A**	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?		
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
x	**B**	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.		
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
		B		

2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?		
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
X	**B**	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	**B**	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
x	**B**	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
		B		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
x	**B**	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
x	**B**	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.		
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.		

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
			C	
4.1 Durabilité financière/économique ?				

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).		
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
X	**C**	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?		
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
x	**B**	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?		
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
x	**B**	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).		
x	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

6.2. Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

N°	Décision				Action			Suivi	
	Décision	Période d'identification (mmm.aa)	Source*	Acteur	Action(s)	Resp.	Deadline	Avancement	Statuts
01	Par rapport à la répartition des établissements dans les deux provinces, la SMCL recommande au projet d'accélérer l'opérationnalisation dans le respect des engagements (DTF) et de voir par la suite, en fonction du budget, ce qui est possible de réaliser.	mars-17	PV de la 2e SMCL	Membres de la SMCL	Bonne planification opérationnelle des activités	UGP	Q4-2018	Suivi de la mise en œuvre de la planification opérationnelle et financière	OPEN
02	La SMCL a insisté aussi sur un bon ciblage des structures du monde associatif ou privé devant assurer les formations de courte durée orientées vers l'emploi ou l'auto emploi dans les 2 provinces.	mars-17	PV de la 2e SMCL	Membres de la SMCL	Les échanges avec le secteur privé et le monde associatif en cours	UGP	Q4-2019	Une liste des CdS avec le privé et le monde associatif validé par la 2e SMCL	OPEN
03	La SMCL recommande au projet de suivre l'utilisation des moyens généraux qui représentent 34% du taux d'exécution du budget, au 28 Février 2017	mars-17	PV de la 2e SMCL	Membres de la SMCL	Les frais de fonctionnement liés aux activités sont imputés sur les lignes A (Activités)	UGP	Q2-2020	Révision trimestrielle de la Planification	OPEN
04	La SMCL apprécie l'appui d'EDUMOSU pour la mise en place des Comités Provinciaux ETFP et l'élaboration de la stratégie provinciale ETFP dans chaque	mars-17	PV de la 2e SMCL	Membres de la SMCL	Activités inscrites dans les CdS PROVED	UGP	Q3-2017	Suivi et accompagnement de l'UGP	OPEN

	province. Elle insiste pour associer le Ministère provincial en charge du Plan dans cet exercice.								
05	Concernant les activités ayant trait à la promotion de l'enseignement technique, outre le fait d'utiliser les élèves ambassadeurs, la SMCL recommande au projet de faire recours aux personnalités du milieu ayant un parcours similaire et qui sont des modèles et source d'inspiration pour les jeunes.	mars-17	PV de la 2e SMCL	Membres de la SMCL	L'activité inscrite dans le MONOP	UGP	Q2-2017	Suivi et accompagnement de l'UGP	ONGOING
06	La SMCL recommande aux comités provinciaux ETFP de mener des activités de plaidoyer au niveau de Gouvernement central pour le payement des enseignants (NU et NP) et de faire des efforts au niveau provincial pour la mise en œuvre effective des engagements notamment la bonne gouvernance et la non augmentation des frais scolaires dans les établissements ciblés	mars-17	PV de la 2e SMCL	Membres de la SMCL	Les réunions des Comité ETFP sont prises en charge dans les CdS PROVED	UGP	Q3-2017	Suivi et accompagnement de l'UGP	OPEN
07	La prochaine SMCL sera tenue au SUD UBANGI, dans six mois. La date indicative proposée est le Vendredi 06 octobre 2017 bien que sujette à modification éventuelle	mars-17	PV de la 2e SMCL	Membres de la SMCL	PV remis à aux membres effectifs de la SMCL	UGP	Q4-2017	A tenir après le rapport de l'audit, la note de positionnement de la MTR, la tenue du COMPAR et l'adaptation du programme suite aux contraintes budgétaires	OPEN

6.3. Cadre logique mis à jour

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
<u>Objectif général</u> : **Dans les Districts du SUD-UBANGI et de la MONGALA, une offre de formation technique et professionnelle, tant formelle que non formelle, répondant aux perspectives d'emploi et d'auto emploi de la région, permet à un nombre croissant de jeunes, garçons et filles, de trouver ou de créer un emploi durable après avoir fini cette formation**			
<u>Objectif spécifique</u> : Dans un cadre amélioré, institutionnel au niveau provincial et organisationnel au niveau des établissements ETFP, les apprenants des filières appuyées dans les provinces de la MONGALA et du SUD-UBANGI, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente par rapport à l'emploi / auto-emploi incluant des cours pratiques, des stages, de l'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle	Taux de réussite des apprenants dans les filières porteuses des établissements ciblés	(1)Inspection principale provinciale de l'EPSP (Palmarès) (2)Bureau d'alphabétisation et d'apprentissage professionnel (Palmarès)	▪ Contexte socio-économique suffisamment porteur pour créer des opportunités d'insertion socioprofessionnelle. ▪ Conditions de communication, de transport, de sécurité, de gouvernances suffisantes pour apporter un appui.
	Taux de participation des filles à l'ETFP(en dehors de la coupe et couture)	Annuaire statistique provincial, rapport de promotion scolaire	
	% des sortants accompagnés à l'insertion socioprofessionnelle et à l'auto-emploi	Rapport d'enquête sur les récits des succès des sortants; palmarès des évaluations	
<u>Résultat 1</u> : **Les autorités provinciales en ETFP assurent mieux leur rôle régalien vis-à-vis des établissements ciblés**			
<u>Sous Résultat 1.1 :</u> Les divisions provinciales de tutelle développent une stratégie ETFP-Emploi avec les autres acteurs du secteur et assurent sa mise en œuvre	Document stratégique de l'ETFP validé, y compris un choix des filières porteuses, par le comité de concertation.	Rapport/PV des réunions des comités provinciaux ETFP	▪ Les autorités au niveau des provinces ont un mandat clairement défini. Ce mandat n'entre pas en concurrence avec le mandat d'autres autorités. ▪ Les enseignants qualifiés sont
	Degré de mise en œuvre de la stratégie provinciale de l'ETFP	(1) Les divisions provinciales de l'EPSP (2) Rapports provinciaux	

<u>Sous Résultat 1.2 :</u> Les divisions provinciales de tutelle assurent l'affectation des enseignants et formateurs qualifiés dans les établissements ciblés	% des enseignants avec des qualifications requises dans les filières porteuses des établissements ciblés	(1)Etablissements (mise en place et rapport des rentrées scolaires) (2) Rapports SECOP et Inspecteurs techniques	disponibles dans le milieu, et les fonds sont mobilisés par le service compétent pour leur prise en charge
<u>Sous Résultat 1.3</u> Les autorités provinciales de tutelle assurent un système de contrôle et suivi efficace en vue d'une formation de qualité, pertinente et transparente	% d'enseignants des branches techniques suivis par les inspecteurs	Rapport de visite des inspecteurs	▪ Des moyens sont mobilisés et mis à la disposition des autorités pour bien jouer leurs rôles régaliens
	Nombre moyen de visites organisées par inspecteur dans les établissements ciblés	Rapport de visite des inspecteurs	
	Niveau d'exécution des recommandations des inspecteurs	Etablissements, INSPOOL, bureaux gestionnaires.	
<u>Résultat 2</u> : **Les directions d'un nombre restreint d'établissements ciblés gèrent leurs établissements pour offrir une formation de qualité pertinente pour un plus grand nombre d'apprenants en mettant l'accent sur les filles**			
<u>Sous Résultat 2.1</u> : Les établissements favorisent l'accès et la rétention d'un plus grand nombre d'apprenants avec une attention spécifique pour les filles	Evolution des inscriptions dans les établissements ciblés (% de changement par rapport à l'année précédentes)	(1)Etablissement (Registre des inscriptions ou registre des recrutements) (2)Palmarès et rapports d'Ouverture des établissements ciblés	Les directions des établissements ciblés ont suffisamment de moyens financiers et humains pour améliorer leur gestion
	Taux de rétention (nbre inscrits début année - nbre abandons)	(1)Etablissement (Registre des inscriptions ou registre des recrutements) (2) Palmarès et rapports d'Ouverture des établissements ciblés	
<u>Sous Résultat 2.2</u> : Les établissements ciblés offrent un cadre	% d'établissements réhabilités/construits	Projet EDUMOSU/Rapports	▪ Les conditions de sécurité dans la région permettent

d'apprentissage et une formation de qualité (théorique et pratique) orientée vers le marché de l'emploi et l'auto-emploi	% d'établissements équipés (En fonction des bâtiments réhabilités/construits par le projet EDU-MOSU)	Projet EDUMOSU/Rapports	d'assurer la présence de l'équipement dans les ateliers pédagogiques et le non détérioration des infrastructures. ▪ Les enseignants ont un statut et l'âge leur permettant de prester les heures prévues. Les enseignants ont eu une formation initiale suffisante ▪ Les autorités s'impliquent suffisamment et s'assurent du bon déroulement des activités scolaires
	% des unités de production fonctionnelles	Etablissement/Rapport des visites	
	% des établissements ciblés donnant une formation de qualité (sur base des critères formulés par l'équipe du projet et les parties prenantes: curricula, (auto)recyclage, approche pédagogique, stages, qualification des enseignants…)	(1)Projet EDUMOSU (2) Rapports d'enquête annuelle	
	Pourcentage d'unités d'appui pédagogique fonctionnant dans des établissements ciblés et se réunissant selon les fréquences recommandées.	Etablissements/PV des réunions	
	Proportion (%) des apprenants participant aux travaux pratiques prévus dans le programme scolaire	Etablissements/Rapports des maîtres de stage	
Sous Résultat 2.3 : Les directions des établissements ciblés assurent une gestion saine et transparente avec les organes de cogestion	% de membres des comités de gestion formés à la gestion scolaire	Etablissements/Rapports et module de formation	Tous les organes de COGESTION sont actifs et suffisamment impliqués dans la gestion scolaire. Les parents ont les compétences suffisantes pour communiquer suffisamment.
	Nombre des établissements ciblés ayant une gestion saine et transparente	(1)Etablissements/ (2) PV des réunions (3) Rapports de gestion (4) Documents de gestion utilisés	

<u>Résultat 3</u> : **Le secteur privé et le monde associatif jouent un rôle prépondérant quant à la pertinence de l'offre ETFP répondant aux besoins d'emploi et d'auto-emploi dans la zone ciblée**			
<u>Sous Résultat 1</u> : Le secteur privé et le monde associatif, formel et non-formel, orientent le choix des filières porteuses	Nbre de filières porteuses proposées par le secteur privé et le monde associatif.	(1)Secteur privé et monde associatif/Répertoire ou liste des filières proposées et branches d'activités (2) Rapports d'études socioéconomiques	▪ Contexte socio-économique suffisamment porteur pour créer des collaborations entre acteurs concernés par l'insertion socioprofessionnelle des sortants. ▪ Le secteur privé et le monde associatif sont disponibles à accueillir et à encadrer les élèves/apprenants pour les stages, travaux pratiques et visites guidées, etc. ▪ Le secteur privé/monde associatif accepte de soutenir les meilleurs lauréats et groupes des lauréats ayant passé leur stage professionnel
<u>Sous Résultat 2</u> : Le secteur privé et le monde associatif accueillent et accompagnent les apprenants des établissements ciblés pour les formations et les stages	% d'apprenants accueillis pour la formation et les stages par le secteur privé et le monde associatif	Etablissements et Entreprises/ Rapports de stage	
	Pourcentage de visites guidées effectuées par les apprenants dans le secteur privé et le monde associatif (selon le programme scolaire)	Etablissements et Entreprises/ Rapports de stage	
	Nbre de formations organisées par les experts du secteur privé/ONG	Projet EDUMOSU/Rapports, modules de formation et listes des participants par groupe cible	
<u>Sous Résultat 3</u> : Le secteur privé et le monde associatif soutiennent les lauréats des établissements ciblés vers l'emploi et l'auto-emploi	% de lauréats appuyés (secteur privé/association/ONG/Auto emploi)	(1)Etablissements, (2)Entreprises (3)Lauréats/Palmarès, (4)résultats des enquêtes	
	Nbre d'Associations des lauréats soutenus par le secteur privé et le monde associatif au sein desquels ils ont fait le stage	(1)Projet EDUMOSU (2) Associations des Lauréats/Rapports d'activités et rapport de suivi	

6.4. Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	RAS
Rapport *Baseline* enregistré dans PIT ?	OUI
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	MTR réalisée (Rapport approuvé)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	N/A
Missions de backstopping	RAS

6.5. Rapport « Budget versus Actuels (2017-12-31) »

Financial Planning of RDC1217511

Project Title : **Programme d'appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle (ETFP) dans les districts de la Mongala et du Sud Ubangi en Equateur (EDU-EQUA)**
Fin Plan Version: **2018Q1**
Budget Version: **C03**
Donor: DGD
Currency: EUR

Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2018 Q1	2018 Q2	2018 Q3	2018 Q4	2018 Total	2019 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
A "Objectif spécifique :			6.046,50	1.601,14	4.445,36	295,38	225,45	406,09	217,21	1.144,14	2.373,30	927,92	85%
01 Résultat 1: Les autorités			643,90	337,05	306,85	7,14	34,20	0,00	0,00	41,34	139,50	126,01	80%
01 Les divisions provinciales de		REGIE	175,50	77,39	98,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27,00	71,11	59%
02 Les divisions provinciales de		REGIE	222,40	89,25	133,15	3,16	0,00	0,00	0,00	3,16	24,50	105,50	53%
03 Les autorités provinciales de		REGIE	246,00	170,41	75,59	3,99	34,20	0,00	0,00	38,19	88,00	-50,60	121%
02 Résultat 2 : Les directions des			4.078,00	1.007,80	3.070,20	227,28	186,89	403,60	217,21	1.034,98	1.871,80	163,42	96%
01 Les établissements favorisent		REGIE	2.370,00	665,09	1.704,91	203,29	165,27	290,67	37,21	696,44	1.431,80	-423,33	118%
02 Les établissements ciblés offrent		REGIE	540,00	286,14	253,86	19,00	4,21	112,94	180,00	316,15	245,00	-307,29	157%
03 Les directions des		REGIE	1.168,00	56,57	1.111,43	5,00	17,40	0,00	0,00	22,40	195,00	894,03	23%
03 Résultat 3 : Le secteur privé et le			1.324,60	253,78	1.070,82	60,95	4,37	2,49	0,00	67,81	362,00	641,01	52%
01 Amélioration des formations des		REGIE	159,60	43,61	115,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60,00	55,99	65%
02 Le secteur privé et le monde		REGIE	640,00	196,79	443,21	50,95	4,37	2,49	0,00	57,81	272,00	113,40	82%
03 Le secteur privé et le monde		REGIE	525,00	13,38	511,62	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00	30,00	471,62	10%
04 Résultat 4 :			0,00	1,22	-1,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1,22	?%
01 A_04_01		REGIE	0,00	1,22	-1,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1,22	?%
06 Résultat 6 :			0,00	1,29	-1,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1,29	?%
01 A_06_01		REGIE	0,00	1,29	-1,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1,29	?%
B PRECOB			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
01 Prestations PRECOB			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
01 Activités intégrées PRECOB		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	?%
X Réserve budgétaire			250,50	0,00	250,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,50	0%
01 Réserve budgétaire			250,50	0,00	250,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,50	0%
		REGIE	10.000,00	3.483,04	6.516,96	479,24	452,61	584,11	405,31	1.921,27	3.840,76	754,93	92%
		COGEST											
		TOTAL	10.000,00	3.483,04	6.516,96	479,24	452,61	584,11	405,31	1.921,27	3.840,76	754,93	92%

Financial Planning of RDC1217511 Printed on maandag 15 januari 2018 page: 1

Financial Planning of RDC1217511

Project Title : **Programme d'appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle (ETFP) dans les districts de la Mongala et du Sud Ubangi en Equateur (EDU-EQUA)**
Fin Plan Version: **2018Q1**
Budget Version: **C03**
Donor: DGD
Currency: EUR

Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2018 Q1	2018 Q2	2018 Q3	2018 Q4	2018 Total	2019 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
01 Réserve budgétaire		REGIE	250,50	0,00	250,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,50	0%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			3.703,00	1.881,90	1.821,10	183,86	227,16	178,02	188,10	777,14	1.467,46	-423,50	111%
01 Ressources humaines			2.238,00	1.109,17	1.128,83	123,50	124,22	129,63	149,21	526,56	996,96	-394,69	118%
01 Equipe technique internationale		REGIE	1.560,00	717,38	842,62	90,00	90,00	90,00	90,00	360,00	693,05	-210,43	113%
02 Equipe technique nationale		REGIE	678,00	391,79	286,21	33,50	34,22	39,63	59,21	166,56	303,92	-184,27	127%
02 Investissements			320,20	260,43	59,77	2,05	54,18	1,96	0,00	58,18	62,18	-60,60	119%
01 Véhicules tout terrain avec		REGIE	168,00	168,03	-0,03	0,00	1,04	0,00	0,00	1,04	1,04	-2,10	101%
02 Motos (6 + 2)		REGIE	31,20	21,81	9,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,39	70%
03 Pièces de rechanges/entretien		REGIE	25,00	21,81	3,19	1,57	3,46	1,96	0,00	6,99	10,99	-14,79	159%
04 Phonie VHF/UHF		REGIE	21,00	0,56	20,44	0,48	0,08	0,00	0,00	0,56	0,56	19,32	8%
05 Téléphones satellitaires (2)		REGIE	5,00	5,68	-0,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,68	114%
06 Kit éclairage de secours solaire		REGIE	20,00	1,39	18,61	0,00	49,60	0,00	0,00	49,60	49,60	-80,59	503%
07 Groupe électrogène 16KVA		REGIE	30,00	35,37	-5,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-5,37	118%
08 Antennes satellitaires (2)		REGIE	20,00	5,78	14,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,22	29%
03 Fonctionnement			936,80	396,40	540,40	41,81	45,31	45,31	38,89	171,33	322,85	46,22	95%
01 Frais de fonctionnement des		REGIE	235,80	44,55	191,25	2,50	6,58	6,58	2,50	18,17	50,57	122,51	48%
02 Frais de fonctionnement des		REGIE	240,00	138,28	101,72	15,42	13,93	13,93	12,50	55,78	80,98	-35,03	115%
03 Frais de loyers de bureaux (2)		REGIE	162,00	111,40	50,60	7,24	8,49	8,49	7,24	31,45	47,77	-28,62	118%
04 Frais de gardiennage (2)		REGIE	54,00	44,30	9,70	2,39	10,70	10,70	2,39	26,17	47,77	-64,24	219%
05 Organisation des SMCL		REGIE	65,00	16,20	48,80	6,81	2,15	2,15	6,81	17,90	37,90	-7,01	111%
06 Frais de communication		REGIE	180,00	41,67	138,33	7,45	3,48	3,48	7,45	21,86	57,86	58,61	67%
04 Audit, suivi & évaluation			208,00	118,09	89,91	16,50	3,45	1,12	0,00	21,06	85,46	-16,62	108%
		REGIE	10.000,00	3.483,04	6.516,96	479,24	452,61	584,11	405,31	1.921,27	3.840,76	754,93	92%
		COGEST											
		TOTAL	10.000,00	3.483,04	6.516,96	479,24	452,61	584,11	405,31	1.921,27	3.840,76	754,93	92%

Financial Planning of RDC1217511 Printed on maandag 15 januari 2018 page: 2

Financial Planning of RDC1217511

Project Title : **Programme d'appui à l'Enseignement Technique et à la Formation Professionnelle (ETFP) dans les districts de la Mongala et du Sud Ubangi en Equateur (EDU-EQUA)**
Fin Plan Version: **2018Q1**
Budget Version: **C03**
Donor: DGD
Currency: EUR

Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode	Budget	TtY-1	Balance	2018 Q1	Q2	Q3	Q4	Total	2019 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
01 Audit		REGIE	48,00	4,79	43,21	16,50	0,00	0,04	0,00	16,54	20,04	6,62	86%
02 Etude ligne de base		REGIE	25,00	7,55	17,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17,45	30%
03 MTR & Evaluation finale		REGIE	90,00	63,79	26,21	0,00	1,30	0,07	0,00	1,37	57,27	-32,43	136%
04 Suivi et backstopping		REGIE	45,00	41,96	3,04	0,00	2,15	1,01	0,00	3,15	8,15	-8,26	118%
99 Conversion rate adjustment			0,00	-2,19	2,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,19	?%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	-2,19	2,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,19	?%
		REGIE	10.000,00	3.483,04	6.516,96	479,24	452,61	584,11	405,31	1.921,27	3.840,76	754,93	92%
		COGEST											
		TOTAL	10.000,00	3.483,04	6.516,96	479,24	452,61	584,11	405,31	1.921,27	3.840,76	754,93	92%

6.6. Ressources en termes de communication

La Direction du projet met l'accent sur la communication pour le développement, en définissant clairement les objectifs de communication au niveau de chaque partenaire. Les chargés de suivi-évaluation sont des points focaux communication au sein du projet.
Au niveau de la communication externe, EDU-MOSU a aussi élaboré un dépliant du projet, des banderoles pour des actions sur le terrain et de nombreuses séances de sensibilisation (émissions radio, saynètes avec les troupes théâtrales) sur l'inscription des filles à l'ETFP.

Des articles sont envoyés régulièrement à la représentation pour la diffusion sur le site de la CTB et sur sa page Facebook.